

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2736

2 novembre 2013

SOMMAIRE

Achte PMB S.à r.l.	131328	Primesole S.A.	131286
Arulux First S.à r.l.	131320	PUTZ SCHAUS Promotions, S. à r.l.	131285
Dengold Overseas S.A., SPF	131282	Q Aviation Finance Holdings S.à r.l.	131286
DTCP Investments S.à r.l.	131282	QGOG Constellation S.A.	131287
Electrogen S.à r.l.	131282	QS REP II SCA SIF	131289
Euro-Fina S.A.	131295	QS Rep S.à r.l.	131287
Lombard Odier (Europe) S.A.	131293	QS REP SCA SIF	131289
Lux e-shelter 1	131328	Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l.	131287
MGX Holding S.A.	131283	Quintero Holding S.à r.l.	131286
Nafcod S.A.	131284	Quiver S.A.	131285
NB Alternatives Luxembourg (Saguaro) S.à r.l.	131284	RBW Global Holdings	131284
NDT Operations Germany S.à r.l.	131284	Reginvest S.A.	131319
Net Soparfi S.A.	131283	Reinet Investments S.C.A.	131285
New Generation Investments Luxem- bourg	131283	Reinet Investments S.C.A.	131285
Newsorg S.à r.l.	131283	Restaurant Hua Sheng Sàrl	131318
Novertec S.A.	131282	Rovi Global Services S.à r.l.	131289
Papali S.A. SPF	131292	Rovi Technologies S.à r.l.	131288
Patris S.A.	131292	RREP EINS S.à r.l.	131319
Pearl Holding S.A., - SPF	131292	Rumah Baru	131287
Pfizer Holdings North America Sàrl	131290	Sensit Communications GmbH	131319
Pfizer Luxco Holdings Sàrl	131289	Skipper Holdings II S.à r.l.	131292
Pigeza S.A. SPF	131290	Skipper Holdings II S.à r.l.	131291
Pirus S.A.	131289	Société Générale Private Wealth Manage- ment S.A.	131291
Poema	131283	Solway Commodities Sàrl	131291
Polymnie S.A.	131288	Spie Batignolles T.P.	131291
PP Group S.A.	131288	SSCP SAR S.à r.l.	131319
PPP 006 S. à r.l.	131288	Stark Asia Master S.à r.l.	131290
PPP II S. à r.l.	131288	Stark PSM Technology S.à r.l.	131291
PQ Energy Luxembourg Holding S.à r.l.	131287	Stark VCI S.à r.l.	131290
Pridor Investments S.A.	131286	St Charles Luxembourg S.A.	131290

Electrogen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4509 Niedercorn, 3, Saint Antoine.

R.C.S. Luxembourg B 159.953.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134069/10.

(130163011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

DTCP Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.097.

Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 4 février 2013 avec effet au 10 janvier 2013

1. M. Eric Silvio C. COLUSSI a démissionné de son mandat de gérant de catégorie B.
2. M. Marco CAMERONI, administrateur de sociétés, né à Novara (Italie), le 4 septembre 1963, demeurant professionnellement à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour DTCP INVESTMENTS S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134040/16.

(130163419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Dengold Overseas S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 76.796.

Extrait de la résolution prise lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 5 août 2013

- Monsieur Pierre PARACHE, employé privé, né le 9 décembre 1977 à Libramont, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé Président du Conseil d'Administration pendant toute la durée de son mandat d'Administrateur, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018.

Fait à Luxembourg, le 5 août 2013.

Certifié sincère et conforme

DENGOLD OVERSEAS S.A., S.P.F.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013134030/16.

(130163506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Novertec S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3737 Rumelange, 29, rue Henri Luck.

R.C.S. Luxembourg B 140.243.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L-3737 Rumelange, le 24 septembre 2013.

Monsieur Sébastien Lang

Administrateur - Délégué

Référence de publication: 2013134343/12.

(130163659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Newsorg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 172.837.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134342/10.

(130163120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

New Generation Investments Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 130.826.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013134341/10.

(130163311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Net Soparfi S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1477 Luxembourg, 37, rue des Etats-Unis.

R.C.S. Luxembourg B 26.938.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2013134340/10.

(130163441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

MGX Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.365.

La société acte que la société à responsabilité limitée DEC S.à r.l. en sa qualité de Commissaire aux Comptes de MGX HOLDING S.A. a changé sa dénomination en PERSKY GMBH et reste inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 143 543.

La société acte également que le Commissaire aux comptes a changé d'adresse et est dorénavant domicilié à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg et non plus à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

Luxembourg, le 13 mars 2013.

Référence de publication: 2013134314/13.

(130163039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Poema, Société Anonyme.

Siège social: L-2157 Luxembourg, 8, rue Mil Neuf Cents.

R.C.S. Luxembourg B 158.263.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 septembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013134379/11.

(130163769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

NB Alternatives Luxembourg (Saguaro) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.750.

En date du 20 septembre 2013, NB Alternatives Netherlands (Saguaro) Coöperatief U.A., associé unique de la Société cède l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société à NB Alternatives Cayman (Saguaro) LP, une société limited partnership constituée selon les lois des Iles Caïmans, dont le siège social est établi au 309, Uglan House, Grand Cayman, KY1-1104, Iles Caïmans et immatriculée au Registrar of Exempted Limited Partnerships des Iles Caïmans sous le numéro MC-72550.

En conséquence, NB Alternatives Cayman (Saguaro) LP devient l'associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NB Alternatives Luxembourg (Saguaro) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013134336/16.

(130162903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Nafcod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 8.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013134333/13.

(130163701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

NDT Operations Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 166.113.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134339/10.

(130163802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

RBW Global Holdings, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.203.

Il est porté à la connaissance de tous que l'associé unique de la société RBW Global Holdings (Société à Responsabilité Limitée); Regus No.4 (Société à Responsabilité Limitée) ayant son siège social au 26 boulevard royal, L-2449 Luxembourg; inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B158071; a changé de dénomination sociale en date du 19 décembre 2012.

Regus No.4 (Société à Responsabilité Limitée) est maintenant connue sous la dénomination Umbrella Holdings (Société à Responsabilité Limitée).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Référence de publication: 2013134411/15.

(130163422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Reinet Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 16.576.

Les comptes consolidés au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134402/9.

(130163500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Reinet Investments S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 16.576.

Ce document remplace le document déposé précédemment en date du 18 septembre 2013 avec le numéro de dépôt L130160062.

Les comptes annuels au 31 Mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134401/11.

(130163346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Quiver S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 64.617.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 16 septembre 2013 que Madame Maria Helena GONCALVES, Corporate Manager, née le 20 avril 1976 à Hayange (France), avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommée, avec effet immédiat, au poste d'Administrateur de la Société, en remplacement de M. Fernand HEIM, démissionnaire. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Sa co-optation sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Il résulte également d'un autre procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue à la même date que Mme Maria Helena GONCALVES, prénommée, a été nommée à la fonction de Présidente du Conseil d'Administration de la Société.

Pour extrait conforme

SG AUDIT S.à r.l.

Référence de publication: 2013134400/18.

(130163139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

PUTZ SCHAUS Promotions, S. à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9052 Ettelbruck, 1, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 161.084.

Associés / Gérants:

1) Il est à noter que l'adresse du gérant de la société, Monsieur Hary PUTZ est la suivante:

10 Boulevard G-D Charlotte

L-9024 ETTELBRÜCK

3) Il est à noter que l'adresse de l'associé HP PARTICIPATIONS Sàrl est la suivante:

1, rue Prince Jean

L-9052 ETTELBRÜCK

Itzig, le 24 septembre 2013.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2013134389/16.

(130163703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Q Aviation Finance Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 173.384.

—
Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 26 août 2013

1. M. David CATALA a démissionné de son mandat de gérant A.

2. Mme Mounira MEZIADI, administrateur de sociétés, née à Thionville (France), le 12 novembre 1979, résidant professionnellement au 65, boulevard Grand-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, a été nommée comme gérante A pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Q Aviation Finance Holdings S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013134390/16.

(130163211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Primesole S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 163.435.

—
Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013134387/10.

(130163613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pridor Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 142.546.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

PRIDOR INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013134386/11.

(130163249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Quintero Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 171.424.

—
EXTRAIT

Par résolution écrite du gérant unique en date du 24 septembre 2013, le gérant unique a décidé d'adopter la résolution suivante:

- le siège social de la société a été transféré de 17, rue des Jardiniers, L-1835 Luxembourg à 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, avec effet au 1^{er} septembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2013134394/17.

(130163522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

QGOG Constellation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 163.424.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013134395/12.

(130162989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Quinlan Private Herbert Client Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 131.831.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134393/10.

(130162890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

PQ Energy Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.801.

Rectificatif dépôt L130161455

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134384/11.

(130163193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

QS Rep S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.335.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134397/9.

(130163112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Rumah Baru, Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 155.597.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013134408/12.

(130163454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

PP Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 118.752.

Extrait de la résolution du conseil d'administration n°4/2013 par vote circulaire

Le Conseil d'Administration prend la résolution suivante par vote circulaire.

Le siège social de la société est transféré du 54 rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg au 51-53 rue de Merl, L-2146 Luxembourg avec effet au 23 septembre 2013.

Pour extrait conforme,

Luxembourg, le 09/08/2013.

Référence de publication: 2013134381/13.

(130163274) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

PPP II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 110.668.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134382/10.

(130163418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Polymnie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 150.208.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134380/10.

(130163279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

PPP 006 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 114.215.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134383/10.

(130163370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Rovi Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 160.216.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013134406/11.

(130163708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Rovi Global Services S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 157.159.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013134405/11.

(130163707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

QS REP SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 144.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134399/10.

(130163105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

QS REP II SCA SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 167.057.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134398/10.

(130163575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pfizer Luxco Holdings Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 98.684.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134372/10.

(130163325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pirus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 159.143.

EXTRAIT

En date du 26 juin 2013, le Conseil d'Administration a pris acte du changement d'adresse de Monsieur Jean-Claude RIZZON, administrateur, demeurant désormais au 33, Rue de Dalheim, L-5328 Medingen et de Madame Catherine RIZZON-TOMASINI, administrateur, demeurant désormais au 41, Rue de Crécy, L-1364 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013134375/13.

(130162935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pigeza S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, Boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 154.576.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2013134374/13.

(130163660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pfizer Holdings North America Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.649.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134371/10.

(130163324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Stark VCI S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 124.787.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem OVERHEUL
Mandataire

Référence de publication: 2013134444/11.

(130162982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

St Charles Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 113.593.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013134441/9.

(130163528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Stark Asia Master S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 127.863.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem OVERHEUL
Mandataire

Référence de publication: 2013134442/11.

(130163063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Spie Batignolles T.P., Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 75.685.

Le bilan de la maison mère au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013134439/12.

(130163338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Société Générale Private Wealth Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 60.963.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134437/10.

(130163463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Solway Commodities Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 21, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 155.934.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013134438/10.

(130163197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Skipper Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.061.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134436/11.

(130163085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Stark PSM Technology S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 127.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Willem OVERHEUL

Mandataire

Référence de publication: 2013134443/11.

(130162957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Papali S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 154.577.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2013134366/13.

(130163666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Patris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 68.138.

La société acte que la société à responsabilité limitée DEC S.à r.l. en sa qualité de Commissaire aux Comptes de PATRIS S.A. a changé sa dénomination en PERSKY GMBH et reste inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 143 543.

La société acte également que le Commissaire aux Comptes a changé d'adresse et est dorénavant domicilié à L-2561 Luxembourg, 31, rue de Strasbourg et non plus à L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.

Luxembourg, le 13 mars 2013.
Certifié sincère et conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013134367/16.

(130163038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Pearl Holding S.A., - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 97.905.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un administrateur

Référence de publication: 2013134370/11.

(130163245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Skipper Holdings II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 164.061.

EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par les associés en date du 19 septembre 2013:

- KPMG Luxembourg S.à r.l., 9, Allée Scheffer, L- 2520 Luxembourg, a été nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134435/14.

(130163084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Lombard Odier (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 169.907.

L'an deux mille treize, le onze octobre.

Par-devant Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A eu lieu une assemblée générale extraordinaire (la «Réunion») de l'actionnaire unique de Lombard Odier (Europe) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 169.907 (la «Société»), constituée selon l'acte de Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en date du 25 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1931, le 3 août 2012. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du notaire soussigné en date du 21 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3110, le 31 décembre 2012.

A comparu:

LO Holding S.A., une société anonyme de droit suisse, ayant son siège social au 11, rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse, enregistrée auprès du Registre du Commerce de Genève sous le numéro CH-660.1.793.002-5 (l'«Actionnaire Unique»), ici représentée par Mme Peggy Simon, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 9, Rabatt, L-6475 Echternach, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes afin d'être déposée, en même temps que dudit acte auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte comme suit:

I. que l'Actionnaire Unique est aussi l'actionnaire unique de la Société Absorbée (telle que définie ci-après);

II. que les dix-neuf mille neuf cent onze (19.911) actions sans valeur nominale, représentant toutes les actions de la Société détenues par l'Actionnaire Unique, sont dûment représentées à la Réunion;

III. que l'ordre du jour de la Réunion est rédigé comme suit:

(1) renonciation aux formalités et délais de convocation;

(2) reconnaissance du rapport du conseil d'administration de la Société conformément à l'article 265 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»);

(3) prise de connaissance du rapport établi par PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, ayant son adresse professionnelle au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, en qualité de réviseur d'entreprises agréé, conformément aux articles 266 (3) et 26-1 de la Loi;

(4) reconnaissance de ce que toutes les formalités requises par l'article 267 de la Loi ont été dûment remplies;

(5) approbation (i) du projet de fusion tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1232, du 25 mai 2013 (le «Projet de Fusion») et (ii) de la fusion par absorption par la Société, en tant que société absorbante, de Lombard Odier & Cie (España) S.V., S.A., en tant que société absorbée (la «Fusion»);

(6) reconnaissance de (i) l'établissement d'une succursale en Espagne ainsi que de l'obtention par cette succursale d'un agrément de la Banque d'Espagne (Banco de España) d'exercer une activité d'établissement de crédit en Espagne, ainsi que l'autorisation préalable de la Fusion par le Ministre de l'Economie et de la Compétitivité espagnol, sur base d'un rapport émanant de la commission nationale du marché des valeurs mobilières espagnole (Comisión Nacional del Mercado de Valores ou «CNMV»), (ii) de la date d'effet de la Fusion et (iii) de la date d'effet de la Fusion du point de vue comptable;

(7) approbation de l'émission de quatre mille cent quatre-vingt-onze (4.191) nouvelles actions sans valeur nominale et allocation d'un montant de quatre cent vingt-sept mille cent quatre-vingt-huit Euros (EUR 427.188,-) au compte de prime de fusion de la Société Absorbante;

(8) modification corrélative de l'article 5 des statuts;

(9) délégation de pouvoirs aux administrateurs de la Société afin de noter dans le registre des actionnaires de la Société Absorbée que celle-ci a cessé d'exister à la suite de la Fusion; et

(10) divers.

IV. que les dispositions de la Loi concernant les fusions ont été respectées comme suit:

(i) Le 21 mars 2013, le conseil d'administration de la Société et le conseil d'administration de Lombard Odier & Cie (España) S.V., S.A., une société anonyme de droit espagnol, ayant son siège social à Paseo de la Castellana 66, 4^{ème} étage, 28046, Madrid, Espagne, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Madrid, volume 27504, folio 89, page M-495584 ayant le numéro d'identification fiscale A64276280 (la «Société Absorbée»), ont décidé d'approuver le Projet de Fusion concernant la fusion par absorption de la Société Absorbée par la Société conformément à l'article 261 de la Loi et conformément à l'article 31 de la Ley sobre Modificaciones Estructurales de las Sociedades Mercantiles (la «Loi Espagnole»). Le Projet de Fusion a été publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1232, le 25

mai 2013, conformément à l'article 262 de la Loi. Les administrateurs de la Société, en date du 21 mars 2013, ont émis un rapport mis à la disposition de l'Actionnaire Unique et des salariés, et, conformément à l'article 266 (5) de la Loi, l'Actionnaire Unique a renoncé à l'exigence d'un rapport d'un expert indépendant par une décision en date du 23 mai 2013. Le rapport des administrateurs de la Société restera annexé aux présentes après avoir été signé ne varietur par le notaire et la comparante afin d'être déposé, en même temps que ledit acte auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

(ii) Le Projet de Fusion, les comptes annuels, les rapports de gestion de la Société et de la Société Absorbée pour les trois derniers exercices, ainsi que le rapport du conseil d'administration de la Société en vertu de l'article 265 de la Loi et le rapport du conseil d'administration de la Société Absorbée, respectivement, ont été mis à la disposition de l'Actionnaire Unique au moins un (1) mois avant la date de cette assemblée générale extraordinaire de l'Actionnaire Unique de la Société conformément à l'article 267 de la Loi. Une attestation du conseil d'administration de la Société confirmant la mise à disposition de ces documents, après avoir été signée ne varietur par la comparante et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes afin d'être déposée auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

V. que la Réunion a pris à l'unanimité les décisions suivantes:

Première décision

La totalité des actions étant représentées à cette Réunion, la Réunion renonce aux formalités et délais de convocation conformément à l'article 17 des statuts de la Société (les «Statuts»). L'Actionnaire Unique représenté se considère comme dûment convoqué et déclare avoir une parfaite connaissance de l'ordre du jour, lequel lui a été communiqué à l'avance.

Deuxième décision

La Réunion reconnaît, et le cas échéant, approuve le rapport de conseil d'administration de la Société conformément à l'article 265 de la Loi.

Troisième décision

La Réunion reconnaît que l'Actionnaire Unique a renoncé à l'exigence d'un rapport d'un expert indépendant conformément à l'article 266 (5) de la Loi lors d'une décision d'assemblée générale en date du 23 mai 2013 et prend acte du rapport établi par PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, en qualité de réviseurs d'entreprises agréé, conformément aux articles 266 (3) et 26-1 de la Loi (le «Rapport»).

Quatrième décision

La Réunion reconnaît que toutes les formalités requises par l'article 267 de la Loi ont été remplies.

Cinquième décision

La Réunion décide d'approuver (i) le Projet de Fusion tel que publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1232, du 25 mai 2013 et (ii) la Fusion.

Sixième décision

La Réunion reconnaît que la réalisation de la Fusion était conditionnée à (i) l'établissement d'une succursale en Espagne, ainsi qu'à l'obtention par cette succursale d'un agrément de la Banque d'Espagne d'exercer une activité d'établissement de crédit en Espagne, ainsi que l'approbation de la Fusion par le Ministre de l'Economie et de la Compétitivité espagnol, sur base d'un rapport émanant de la CNMV, lequel a été obtenu le 16 septembre 2013, (ii) l'approbation du Projet de Fusion par une assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la Société Absorbée, exécuté par devant notaire en Espagne le 16 mai 2013 et (iii) qu'après cette Réunion, la Fusion sera définitive le jour de la publication du présent acte notarié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La Réunion reconnaît également que les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies par la Société à partir du 1^{er} janvier 2013 et que les données financières de la Société Absorbée seront comptabilisées dans les comptes annuels de la Société au 1^{er} janvier 2013.

La Réunion reconnaît enfin que la Fusion est effectuée sous le régime de la neutralité fiscale prévu au Titre VII, Chapitre VIII du décret royal législatif n°4/2004 du 5 mars approuvant le texte révisé de la loi sur l'impôt sur le revenu des sociétés (Título VII, Capítulo VIII del Real Decreto Legislativo 4/2004, de 5 de marzo, por el que se aprueba el texto refundido de la Ley del Impuesto sobre Sociedades).

Septième décision

La Réunion approuve l'émission de quatre mille cent quatre-vingt-onze (4.191) nouvelles actions sans valeur nominale ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, afin d'augmenter le capital social de la Société de dix-neuf millions neuf cent onze mille Euros (EUR 19.911.000,-) à vingt-quatre millions cent deux mille Euros (EUR 24.102.000,-).

Un montant de quatre cent vingt-sept mille cent quatre-vingt-huit Euros (EUR 427.188,-) sera alloué au compte de prime de fusion de la Société Absorbante.

Conformément aux articles 266 (3) et 26-1 de la Loi, preuve de la valeur de l'apport résultant de la Fusion a été donnée au notaire soussigné par le Rapport.

Ledit Rapport restera, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, annexé au présent acte pour être formalisé avec ce dernier.

Huitième décision

La Réunion décide de procéder à la modification corrélative de l'article 5 des Statuts comme suit:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social est fixé à vingt-quatre millions cent deux mille Euros (EUR 24.102.000,-), représenté par vingt-quatre mille cent deux (24.102) actions nominatives, sans désignation de valeur, entièrement souscrites et libérées.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par une résolution des actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des statuts.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites et selon les conditions prévues par la Loi.»

Neuvième décision

La Réunion donne pouvoir aux administrateurs de la Société afin de noter dans le registre des actionnaires de la Société Absorbée que celle-ci a cessé d'exister à la suite de la Fusion.

Déclaration

Conformément à l'article 271 (2) de la Loi, le notaire instrumentant déclare qu'il a vérifié et confirmé l'existence et la validité des mesures et formalités exigées par la loi par rapport à la Société et du Projet de Fusion.

L'ordre du jour étant épuisé, la Réunion est ainsi clôturée.

Estimation des frais

Le montant des frais relatifs aux présentes est estimé à approximativement trois mille trois cents Euros (EUR 3.300,-).

Fait et passé à Echternach, à la date telle qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 octobre 2013. Relation: ECH/2013/1899. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société.

Echternach, le 21 octobre 2013.

Référence de publication: 2013146841/141.

(130179416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Euro-Fina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1253 Luxembourg, 2A, rue Nicolas Bové.

R.C.S. Luxembourg B 20.882.

COMMON DRAFT DIVISION PROPOSAL

Whereas it is intended that the Company - being sole shareholder of the Recipient Company - assigns collectively as universal transfer, without dissolution, part of its assets and liabilities to the Recipient Company in exchange for the allocation to Dragofina Investment Trust Reg., a registered trust governed by the laws of Liechtenstein, having its registered office located at 9490 Vaduz, Liechtenstein, 33, Landstrasse (Dragofina), being one of the Company's shareholders, of the issued and outstanding shares in the Recipient Company.

Whereas the board of directors of the Company and of the Recipient Company put forward and subscribe the following common terms for a division of the Company, without dissolution of the Company, (the Division) within the meaning - as far as Luxembourg law is concerned - of article 287 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Luxembourg Law) as well as - as far as Italian law is concerned - of articles 2506 and following of the Italian civil code and of Legislative Decree 108/2008 (the Italian Law).

Whereas these common draft terms of Division (the Common Division Proposal) are drawn up - as far as the Company is concerned - in English and in French whereas - as far as the Recipient Company is concerned - in English and in Italian. In case of any discrepancy between the English and the French versions and/or the English and the Italian versions, the English version will prevail.

The specifics to be mentioned pursuant to article 289 of the Luxembourg Law and pursuant to articles 2506 bis and 2501 ter of the Italian civil code and article 6 of Legislative Decree 108/2008 are as follows:

*A. Form, Corporate Denomination, Registered office, Registration numbers
with the relevant trade registers and Governing law of the companies involved in the division*

(a) Company to be divided

EURO-FINA S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) organized under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2A, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 20.882 (the Company).

The share capital of the Company is Euro one hundred six million three hundred twenty thousand three hundred and twenty-five (EUR 106,320,325) entirely paid up and is composed of four million two hundred fifty two thousand eight hundred and thirteen (4,252,813) shares, without nominal value, out of which, (i) four million two hundred fifty one thousand six hundred and twenty-six (4,251,626) shares, without nominal value are held by Dragofina and (ii) one thousand one hundred eighty-seven (1,187) shares, without nominal value are held by the community of heirs of Mr. Iosif Konstan Dragan represented by Mrs. Daniela Veronica Gusa de Dragan.

The By-laws of the Company was amended for the last time pursuant to a deed of Maître Cosita DELVAUX, notary residing at L-8510 Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg), 19, Grand-rue, on October 16, 2013, in the process of publication with the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

(b) Recipient company

Veroniki Holding S.p.A., an Italian private joint-stock company organized under the laws of Italy, having its registered office at Via Larga 9/11, 20122, Milano, Italy, registered with the Registry of Enterprises of Milan under number 06983480960, Fiscal Code number 06983480960 (the Recipient Company, and together with the Company, the Companies).

The share capital of the Recipient Company is equal to Euro thirteen million (EUR 13,000,000) entirely paid up and is composed by one million three hundred thousand (1,300,000) shares, with a nominal value of Euro ten (EUR 10.00) each, entirely held by its sole shareholder, the Company.

The By-laws of the Recipient Company has never been amended since its establishment.

B. Division's procedure

Pursuant to the applicable provisions of Luxembourg Law and Italian Law:

(a) both as between the Companies and vis-à-vis third parties, as a consequence of the Division any and all the Transferred Assets (as defined in paragraph K below) and the Transferred Liabilities (as defined in paragraph K below) shall be vested collectively in the Recipient Company and shall thereafter, as a result of an universal transfer, be the property of the Recipient Company;

(b) the Company shall not cease to exist by operation of the Division;

(c) to the extent legally possible, the Company shall hand over to the Recipient Company the originals of all contracts/ agreements and transaction of any kind as well as titles of ownership or documentary titles of ownership of any assets, the supporting documents of the operations carried out, securities and contracts, archives, vouchers and any other documents relating to the Transferred Assets and the Transferred Liabilities vested in the Recipient Company.

C. Interim financial accounts of the companies

The interim financial accounts of the Company and of the Recipient Company that will be employed as basis for the Division hereby illustrated pursuant to article 295 of the Luxembourg Law and article 2501 quater of the Italian civil code will be the financial interim accounts as at 31st August 2013 of the Company (the Company's Interim Accounts) and the financial interim accounts as at 30th June 2013 of the Recipient Company (the Recipient Company's Interim Accounts). The mentioned financial interim accounts are approved by the relevant competent boards of the Company and the Recipient Company pursuant to the applicable laws.

D. Share exchange ratio and cash balance (if any)

The Transferred Assets are valued at Euro sixty-four million four hundred twenty-three thousand five hundred eighty-four / one cent (EUR 64,423,584.01) and the Transferred Liabilities are valued at Euro twenty-nine million six hundred eight thousand seven hundred and seven / forty-seven cents (EUR 29,608,707.47), on the basis of the Company's Interim Accounts as at 31st August 2013.

The Transferred Assets do not include the one million three hundred thousand (1,300,000) issued shares of the Recipient Company (the Veroniki Shares) currently held by the Company, having a book value of Euro eighty million forty-six thousand two hundred forty-nine / ninety-five cents (EUR 80,046,249.95), as they will be directly assigned by the Company to Dragofina as specified below and as a result of the Division.

Therefore, as consideration for the transfer resulting from the Division by the Company of the Transferred Assets and the Transferred Liabilities to the Recipient Company, the one million three hundred thousand (1,300,000) shares of the Recipient Company currently held by the Company shall be assigned to Dragofina.

The difference between the value of (i) the Transferred Assets and (ii) the Transferred Liabilities - net of 2013 interim results as at 31st August 2013 - equal to Euro thirty-four million six hundred twenty-two thousand three hundred thirty-

six / twenty-nine cents (EUR 34,622,336.29) (the Veroniki Share Premium), will be recorded in the share premium account of the Recipient Company.

No cash payment will be made to Dragofina.

The Veroniki Share Premium shall be satisfied and fully paid-up by the transfer of the Transferred Assets and the Transferred Liabilities to the Recipient Company.

The Veroniki Shares - currently held by the Company - shall be assigned to Dragofina in exchange for the surrender of four million two hundred fifty one thousand six hundred and twenty-six (4,251,626) shares, without nominal value, held by Dragofina in the Company (the Surrendered Shares). The Surrendered Shares shall be cancelled and the share capital of the Company shall be reduced accordingly to an amount of Euro twenty-nine thousand six hundred seventy-five (EUR 29,675.00), subsequently to said capital reduction. At the same time the share capital of the Company will be increased by incorporation of part of the "primes d'émission et primes assimilées" of the Company, in an aggregate amount of Euro one thousand three hundred twenty-five (EUR 1,325.00), in order to bring the share capital of the Company to an amount of Euro thirty-one thousand (EUR 31,000) without issuance of additional shares. Therefore, following the Division and the related capital decrease and increase, the share capital of the Company shall be brought to an amount of Euro thirty-one thousand (EUR 31,000) represented by one thousand one hundred eighty-seven (1,187) shares without nominal value held by the community of heirs of Mr. Iosif Konstan Dragan represented by Mrs. Daniela Veronica Gusa de Dragan.

As a consequence of the cancellation of the Surrendered Shares following the Division and the above mentioned reduction and simultaneous increase of the share capital of the Company, the first paragraph of article 5 of the By-laws of the Company will be amended to read as follows:

"The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00-), represented by one thousand one hundred eighty-seven (1,187) shares without nominal value. The shares of the company may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares."

As a consequence of the Division, Dragofina will receive one million three hundred thousand (1,300,000) shares, having a par value of Euro ten (EUR 10.00) each, being all the issued and outstanding share capital of the Recipient Company.

E. Terms for the delivery of shares in the Recipient Company

The extraordinary general meeting of the shareholders (the Extraordinary General Meeting) of the Company shall only take place after the term of one month provided for by article 290 of the Luxembourg Law has elapsed, term during which the publication of this Common Division Proposal shall be made in accordance with articles 9 and 290 of the Luxembourg Law.

The Extraordinary General Meeting of the Recipient Company shall take place after the term of thirty days provided for by paragraph 4 of article 2501 ter of the Italian civil code has elapsed, unless its shareholders have unanimously waived such term. Without prejudice to the above, at least thirty days before the Extraordinary General Meeting of the Recipient Company the information provided for by article 7 of the Legislative Decree 108/2008 must have been published in the Italian Official Gazette.

The Veroniki Shares shall be assigned to Dragofina and the Veroniki Share Premium shall be recorded in the share premium account of the Recipient Company after the registration with the Registry of Enterprises of Milan pursuant to article 2504 of the Italian civil code and article 14 of the Legislative Decree 108/2008 of the public notarial deed of division; starting from this registration the Division shall be effective between the Companies and vis-à-vis third parties.

The Division shall have as consequence, ipso jure and simultaneously, the transfer, both as between the Companies and vis-à-vis third parties, of the Transferred Assets and the Transferred Liabilities in accordance with articles 301 and 302 of the Luxembourg Law as well as article 2504 bis of the Italian civil code and article 15 of the Legislative Decree 108/2008.

F. Date as from which the shares in the Recipient Company shall carry the right to participate in the profits and any special conditions relating to that right

Dragofina shall participate in the profits of the Recipient Company as from the 1st January of the year in which the Division takes effect, pursuant to paragraph 1 of article 2501 ter, item 5) of the Italian civil code and paragraph 1 of article 6, let. b) of the Legislative Decree 108/2008.

G. Date as from which the operations of the company in relation to the transferred assets and transferred liabilities shall be treated, for accounting purposes, as being carried out on behalf of the Recipient Company

For accounting purposes, all operations, rights and obligations related to the Transferred Assets and the Transferred Liabilities shall be treated, as per the 1st January of the year in which the Division takes effect, as being carried out on behalf of the Recipient Company.

H. Rights conferred by the companies to members having special rights, to special class shareholders and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them

Neither the Company nor the Recipient Company have issued special class shares or securities other than shares nor members of the Companies having special rights exist; therefore, the Recipient Company will not grant special rights of any kind.

I. Any special advantage granted to the experts that will intervene in the division, to the members of the management bodies and to the statutory auditors of the companies involved in the division

No special advantage will be granted to the managers/directors of the Companies or to any of the persons (if any) referred to, respectively, in article 289 (2) of the Luxembourg Law as well as in paragraph 1 of article 2501 ter, item 8) of the Italian civil code and in paragraph 1 of article 6, let. c) of the Legislative Decree 108/2008 in connection with or as a result of the Division, except for the remuneration of the independent auditor (réviseur d'entreprises) of the Companies, for providing the Companies with the audit report required pursuant to article 294 of the Luxembourg Law as well as articles 2506 ter and 2501 sexies of the Italian civil code and article 9 of the Legislative Decree 108/2008.

J. By-laws of the Companies

The only amendment to the By-laws of the Company is that concerning the amount of its share capital as a consequence of the cancellation of the Surrendered Shares following the Division and the mentioned reduction and simultaneous increase of the same as per paragraph D above.

The By-laws of the Recipient Company will not be amended as a consequence of the Division.

The By-laws of the Companies are attached hereto as Schedule 1.

K. Precise description and allocation of the assets and liabilities to be transferred to the Recipient Company and their method of assessment

The precise description of the assets and liabilities of the Company transferred to the Recipient Company in the context of the Division (respectively, the Transferred Assets and the Transferred Liabilities) is shown in the list attached hereto as Schedule 2.

The Transferred Assets and the Transferred Liabilities of the Company transferred to the Recipient Company in the context of the Division are assessed at their net accounting value as results from the Company's account books.

The Recipient Company will replace the Company in any and all rights and obligations connected to the Transferred Assets and the Transferred Liabilities.

L. Prevision of the possible consequences of the division on the employment

The Division has no consequence for the employment and the employment conditions, as the activities of the Company in respect of the business components to be demerged will be continued in the same way by the Recipient Company.

It is noted that the contract of the part-time employee employed by the Company as per the date hereof will not be assigned to the Recipient Company because his employment relationship with the Company is expected to cease in the coming weeks. His part-time employment contract will be ended by a separate agreement. The decision to end the part-time employment contract is independent from the Division.

There are not the conditions for the application of article 19 of the Legislative Decree 108/2008.

M. Allocation among the shareholders of the company's shares in the Recipient Company and criterion upon which such allocation is based

All the shares issued and outstanding in the share capital of the Recipient Company shall be allocated to Dragofina as a result of the Division.

N. Reports of the directors on the common division project

In accordance with article 293 of the Luxembourg Law as well as with articles 2506 ter and 2501 quarter of the Italian civil code and article 8 of the Legislative Decree 108/2008, each board of directors of the Companies will draft - in accordance with the applicable laws - a report which illustrates and justifies in detail from a legal and financial stand point the Common Division Proposal, the exchange ratio and the consequences of the Division for the shareholders, the creditors and the employees.

O. Special reports

In accordance with article 294 of the Luxembourg Law as well as articles 2506 ter and 2501 sexies of the Italian civil code and article 9 of the Legislative Decree 108/2008, the Division Proposal will be the subject of an examination and of a written report to the shareholders. The examination will be carried out and the report will be drawn up for each of the Companies by Grant Thornton Lux Audit S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 83, Pafbruch, L-8308 Capellen, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 43.298.

P. Additional provisions

The Company and the Recipient Company shall carry out all required and necessary formalities in order to carry out the Division.

The fees and costs of the Division and all the fiscal debts (if any) related to the assets contributed will be borne by the Recipient Company.

Q. Schedules

Schedules to this Division Proposal form an integrated part of this Division Proposal.

(Remainder of page intentionally left blank - Signature page follows)

Luxembourg - Milan, on October 25th, 2013.

In the name and on behalf of EURO-FINA S.A.

Christos Christofides

Authorized representative

In the name and on behalf of VERONIKI HOLDING S.p.A.

Alberto Gallazzi

Member of the Board of Directors

Suit la version française du texte qui précède:

EURO-FINA S.A., Société anonyme.

Siège social: 2A, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg: B 20.882.

(la Société)

VERONIKI HOLDING S.p.A., Société anonyme avec actionnaire unique.

Siège social: Via Larga n. 9/11, 20122 - Milan, Italie.

RE. Milan (Italie): 06983480960.

(la Société Bénéficiaire)

PROJET COMMUN DE SCISSION

Etant entendu qu'il est prévu que la Société - étant l'actionnaire unique de la Société Bénéficiaire - assigne collectivement en tant que transfert universel, sans dissolution, une partie de ses actifs et passifs à la Société Bénéficiaire en échange de l'attribution à Dragofina Investment Trust Reg., un registered trust régi par les lois du Liechtenstein, dont le siège social est situé au 9490 Vaduz, Liechtenstein, 33, Landstrasse (Dragofina), étant l'un des actionnaires de la Société, des actions émises et en circulation de la Société Bénéficiaire.

Etant entendu que les conseils d'administration de la Société et de la Société Bénéficiaire présentent et souscrivent aux présents termes de la scission de la Société, sans dissolution de la Société (la Scission) dans la mesure où la loi luxembourgeoise est applicable -conformément à l'article 287 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi Luxembourgeoise) ainsi que dans la mesure où la loi italienne est applicable - conformément aux articles 2506 et suivants du code civil italien et le décret législatif 108/2008 (la Loi Italienne).

Etant entendu que les termes du présent projet commun de scission (le Projet Commun de Scission) sont rédigés - dans la mesure où la Société est concernée - en anglais et en français - et dans la mesure où la Société Bénéficiaire est concernée - en anglais et en italien. En cas de divergence entre les versions anglaise et française et/ou les versions anglaise et italienne, la version anglaise prévaudra.

Les particularités devant être mentionnées en vertu de l'article 289 de la Loi Luxembourgeoise et les articles 2506 bis et 2501 ter du code civil italien et l'article 6 du décret législatif 108/2008 sont les suivantes:

A. Forme, dénomination, siège social, numéros d'immatriculation des registres de commerce concernés et loi applicable des sociétés participant à la scission

(a) Société à scinder

EURO-FINA S.A., une société anonyme luxembourgeoise organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 2A, rue Nicolas Bové, L-1253 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 20.882 (la Société).

Le capital social de la Société est de cent six millions trois cent vingt mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 106.320.325) entièrement libéré et est composé de quatre millions deux cent cinquante-deux mille huit cent treize (4.252.813) actions, sans valeur nominale, dont (i) quatre millions deux cent cinquante et un mille six cent vingt-six (4.251.626) actions, sans valeur nominale sont détenues par Dragofina et (ii) mille cent quatre-vingt-sept (1.187) actions, sans valeur nominale sont

détenues par la communauté des héritiers de M. Iosif Konstan Dragan représentée par Mme Daniela Veronica Gusa de Dragan.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à 19, Grand-rue, L-8510 Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 octobre 2013, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

(b) Société Bénéficiaire

Veroniki Holding S.p.A., une société anonyme italienne avec actionnaire unique organisée selon les lois d'Italie, dont le siège social est établi au Via Larga 9/11, 20122, Milan, Italie, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Milan sous le numéro 06983480960, numéro de code fiscal 06983480960 (la Société Bénéficiaire et avec la Société, les Sociétés).

Le capital social de la Société Bénéficiaire est égal à treize millions d'euros (EUR 13.000.000) entièrement libéré et est composé d'un million trois cent mille (1.300.000) actions, ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune, entièrement détenues par son actionnaire unique à savoir la Société.

Les statuts de la Société Bénéficiaire n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

B. Procédure de scission

Conformément aux dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise et de la Loi Italienne:

(a) en conséquence de la Scission, vis-à-vis des tiers et entre les Sociétés, tout ou partie des Actifs Transférés (tels que définis au paragraphe K ci-dessous) et les Passifs Transférés (tels que définis au paragraphe K ci-dessous) seront collectivement dévolus à la Société Bénéficiaire et seront, à l'issue du transfert universel, la propriété de la Société Bénéficiaire;

(b) la Société ne cessera pas d'exister à l'issue de la Scission;

(c) dans la mesure juridiquement possible, la Société remettra à la Société Bénéficiaire, les originaux de tous les contrats/accords et transaction de toute nature ainsi que les titres de propriété ou documents de titres de titres de propriété de tous les actifs, les pièces justificatives des opérations réalisées, les valeurs mobilières et les contrats, archives, coupons et tout autre document en lien avec les Actifs Transférés et les Passifs Transférés dévolus à la Société Bénéficiaire.

C. Comptes intérimaires des sociétés

Les comptes intérimaires de la Société et de la Société Bénéficiaire qui seront utilisés comme base pour la Scission mentionnés à l'article 295 de la Loi Luxembourgeoise et l'article 2501 quater du code civil italien seront les comptes intérimaires au 31 août 2013 de la Société (les Comptes Intérimaires de la Société) et les comptes intérimaires au 30 juin 2013 de la Société Bénéficiaire (les Comptes Intérimaires de la Société Bénéficiaire). Les comptes intérimaires cités sont approuvés par les conseils respectifs de la Société et de la Société Bénéficiaire conformément aux lois applicables.

D. Rapport d'échange des actions et solde de trésorerie (le cas échéant)

Les Actifs Transférés sont estimés à soixante-quatre millions quatre cent vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-quatre euros et un centime (EUR 64.423.584,01) et les Passifs Transférés sont estimés à vingt-neuf millions six cent huit mille sept cent sept euros et quarante-sept centimes (EUR 29.608.707,47) sur base des comptes intérimaires de la Société au 31 août 2013.

Les Actifs Transférés ne comprennent pas les un million trois cent mille (1.300.000) actions émises de la Société Bénéficiaire (les Actions Veroniki) actuellement détenues par la Société, ayant une valeur comptable de quatre-vingt millions quarante-six mille deux cent quarante-neuf euros et quatre-vingt-quinze centimes (EUR 80.046.249,95), comme elles seront directement affectées par la Société à Dragofina tel que mentionné ci-dessous à la suite de la Scission.

Par conséquent, en contrepartie du transfert à la suite de la Scission par la Société des Actifs Transférés et des Passifs Transférés à la Société Bénéficiaire, les un million trois cent mille (1.300.000) actions de la Société Bénéficiaire actuellement détenues par la Société seront affectées à Dragofina.

La différence entre la valeur (i) des Actifs Transférés et (ii) des Passifs Transférés - montant net des résultats intérimaires 2013 au 31 août 2013 - égale à trente-quatre millions six cent vingt-deux mille trois cent trente-six euros et vingt-neuf centimes (EUR 34.622.336,29) (la Prime d'Emission Veroniki) sera inscrite au compte de prime d'émission de la Société Bénéficiaire.

Aucun paiement en numéraire ne sera fait à Dragofina.

La Prime d'Emission Veroniki sera satisfaite et entièrement libérée par le transfert des Actifs Transférés et des Passifs Transférés à la Société Bénéficiaire.

Les Actions Veroniki - actuellement détenues par la Société - seront affectées à Dragofina en échange de la restitution de quatre millions deux cent cinquante et un mille six cent vingt-six (4.251.626) actions, sans valeur nominale, détenues par Dragofina dans la Société (les Actions Restituées). Les Actions Restituées seront annulées et le capital social de la Société sera diminué en conséquence d'un montant de vingt-neuf mille six cent soixante-quinze euros (EUR 29.675) subséquemment à ladite diminution de capital. Au même moment le capital social de la Société sera augmenté par incorporation d'une partie des «primes d'émission et primes assimilées» de la Société, d'un montant total de mille trois cent vingt-cinq euros (EUR 1.325), afin de porter le capital social de la Société à un montant de trente et un mille euros (EUR

31.000) sans émission d'actions. Par conséquent, à la suite de la Scission et de la diminution et augmentation de capital, le capital social de la Société sera porté à un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par mille cent quatre-vingt-sept (1.187) actions sans valeur nominale détenues par la communauté des héritiers de M. Iosif Konstan Dragan représentée par Mme Daniela Veronica Gusa de Dragan

En conséquence de l'annulation des Actions Restituées à la suite de la Scission et de la diminution mentionnée ci-dessus et l'augmentation simultanée du capital social de la Société, l'article 5 des statuts de la Société sera modifié afin qu'il ait la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par mille cent quatre-vingt-sept (1.187) actions sans valeur nominale. Les actions de la Société peuvent être créées à la discrétion du propriétaire en certificats représentant des actions uniques ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.»

En conséquence de la Scission, Dragofina recevra un million trois cent mille (1.300.000) actions, ayant une valeur nominale de dix euros (EUR 10) chacune, étant le capital social émis et en circulation de la Société Bénéficiaire.

E. Modalités de remise des actions dans la Société Bénéficiaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée Générale Extraordinaire) de la Société n'aura lieu qu'après que le délai d'un mois prévu à l'article 290 de la Loi Luxembourgeoise ne soit écoulé, délai pendant lequel la publication de ce Projet Commun de Scission sera effectuée en vertu des articles 9 et 290 de la Loi Luxembourgeoise.

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Bénéficiaire n'aura lieu qu'après que le délai de trente jours prévu au paragraphe 4 de l'article 2501 ter du code civil italien ne soit écoulé, sauf si les actionnaires ont à l'unanimité renoncé à ce délai. Sans préjudice à ce qui précède, au moins trente jours avant l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société Bénéficiaire, l'information prévue à l'article 7 du décret législatif 108/2008 doit avoir été publiée au journal officiel italien.

Les Actions Veroniki seront affectées à Dragofina et la Prime d'Emission Veroniki sera inscrite dans le compte de prime d'émission de la Société Bénéficiaire après l'immatriculation au Registre des Sociétés de Milan conformément à l'article 2504 du code civil italien et l'article 14 du décret législatif 108/2008 de l'acte notarié de scission, à partir de cette immatriculation, la Scission sera effective entre les Sociétés et vis-à-vis des tiers.

La Scission entraînera de plein droit et simultanément, le transfert, tant entre les Sociétés qu'à l'égard des tiers, des Actifs Transférés et des Passifs Transférés en vertu des articles 301 et 302 de la Loi Luxembourgeoise ainsi que l'article 2504 bis du code civil italien et l'article 15 du décret législatif 108/2008.

F. Date à partir de laquelle les actions de la Société Bénéficiaire donnent droit de participer aux bénéfices ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit

Dragofina participera aux bénéfices de la Société Bénéficiaire à compter, du 1^{er} janvier de l'année à laquelle la Scission prend effet, conformément au paragraphe 1 de l'article 2501 ter, point 5) du code civil italien et au paragraphe 1 de l'article 6 let. b) du décret législatif 108/2008.

G. Date à partir de laquelle les opérations de la société relatives aux actifs transférés et aux passifs transférés seront considérées, du point de vue comptable, comme accomplies au nom de la Société Bénéficiaire

D'un point de vue comptable, toutes les opérations, droits et obligations relatives aux Actifs Transférés et aux Passifs Transférés seront considérées, à partir du 1^{er} janvier de l'année à laquelle la Scission prend effet, comme accomplies au nom de la Société Bénéficiaire.

H. Droits assurés par les sociétés aux membres ayant des droits spéciaux, aux actionnaires d'une classe spécifique et aux porteurs de titres autres que des actions ou les mesures proposées à leur égard

Ni la Société ni la Société Bénéficiaire n'ont émis des actions d'une classe spécifique ou de titres autres que des actions, il n'existe pas de membres des Sociétés ayant des droits spéciaux, en conséquence, la Société Bénéficiaire n'accordera pas de droits spéciaux de quelque nature.

I. Tout avantage particulier attribué aux experts intervenant dans la scission, aux membres des organes de gestion ainsi qu'aux commissaires aux comptes des sociétés participant à la scission

Aucun avantage spécial ne sera octroyé aux gérants/administrateurs des Sociétés ni à aucune personne (le cas échéant) mentionnée respectivement à l'article 289 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise ainsi qu'au paragraphe 1 de l'article 2501 ter, point 8) du code civil italien et au paragraphe 1 de l'article 6 let. c) du décret législatif 108/2008 en lien ou conséquemment à la Scission, sauf pour la rémunération du réviseur d'entreprises des Sociétés pour avoir fourni aux Sociétés le rapport d'audit conformément à l'article 294 de la Loi Luxembourgeoise ainsi que les articles 2506 ter et 2501 sexies du code civil italien et l'article 9 du décret législatif 108/2008.

J. Statuts des sociétés

L'unique modification aux statuts de la Société est celle concernant le montant de son capital social en conséquence de l'annulation des Actions Restituées à la suite de la Société et de la diminution mentionnée et l'augmentation simultanée conformément au paragraphe D ci-dessus.

Les statuts de la Société Bénéficiaire ne seront pas modifiés à la suite de la Scission.

Les statuts des Sociétés sont annexés ci-joint en Annexe 1.

*K. Description précise et répartition des actifs et passifs à transférer
à la Société Bénéficiaire et leur méthode d'évaluation*

La description précise des actifs et passifs de la Société transférés à la Société Bénéficiaire dans le cadre de la Scission (respectivement, les Actifs Transférés et les Passifs Transférés) est démontrée dans une liste annexée ci-joint en Annexe 2.

Les Actifs Transférés et les Passifs Transférés de la Société transférés à la Société Bénéficiaire dans le cadre de la Scission sont évalués à leur valeur nette comptable résultant des livres de compte de la Société.

La Société Bénéficiaire remplacera la Société dans tous les droits et obligations liés aux Actifs Transférés et aux Passifs Transférés.

L. Prévision des conséquences possibles de la scission sur l'emploi

La Scission n'a pas de conséquence sur les conditions de travail et sur l'emploi, comme les activités de la Société en lien avec les composants métier devant être scindés seront continuées de la même manière par la Société Bénéficiaire.

Il est à noter que le contrat de l'employé à temps partiel employé par la Société à partir de la date des présentes ne sera pas attribué à la Société Bénéficiaire car son contrat avec la Société prendra fin dans les semaines à venir. Son contrat à temps partiel sera interrompu d'un accord distinct. La décision d'interrompre le contrat à temps partiel est indépendante de la Scission.

Il n'y a pas de conditions pour l'application de l'article 19 du décret législatif 108/2008.

*M. Répartition entre les actionnaires des actions de la société
dans la Société Bénéficiaire et critère sur lequel cette répartition est fondée*

Toutes les actions émises et en circulation dans le capital social de la Société Bénéficiaire seront affectées à Dragofina à la suite de la Scission.

N. Rapports des administrateurs sur le projet commun de scission

Conformément à l'article 293 de la Loi Luxembourgeoise ainsi que les articles 2506 ter et 2501 quarter du code civil italien et l'article 8 du décret législatif 108/2008, chaque conseil d'administration des Sociétés rédigera - conformément aux lois applicables - un rapport qui illustre et justifie en détails d'un point de vue juridique et financier le Projet Commun de Scission, le rapport d'échange et les conséquences de la Scission pour les actionnaires, les créanciers et les employés.

O. Rapports spéciaux

Conformément à l'article 294 de la Loi Luxembourgeoise ainsi que les articles 2506 ter et 2501 sexies du code civil italien et l'article 9 du décret législatif 108/2008, le Projet de Scission fera l'objet d'un examen et rapport écrit des actionnaires. L'examen sera effectué et le rapport sera établi pour chacune des Sociétés par Grant Thornton Lux Audit S.A., une société anonyme constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est établi au 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 43.298.

P. Stipulations additionnelles

La Société et la Société Bénéficiaire effectueront toutes les formalités requises et nécessaires en vue d'accomplir la Scission.

Les honoraires et frais de la Scission et toutes les dettes fiscales (le cas échéant) relatives aux actifs transférés incomberont à la Société Bénéficiaire.

Q. Annexes

Les annexes au présent Projet de Scission font partie intégrante du Projet de Scission.

(Le reste de la page est intentionnellement laissé en blanc - la page de signature suit)

Luxembourg - Milan, le 25 octobre 2013.

Au nom et pour le compte de EURO-FINA S.A.

Christos Christofides

Mandataire

Au nom et pour le compte de VERONIKI HOLDING S.p.A.

Alberto Gallazzi

Membre du Conseil d'Administration

Schedule 1
COMPANIES BY-LAWS
STATUTS DES SOCIÉTÉS
BY-LAWS
EURO-FINA S.A.

Title I. Denomination, Registered Office, Object, Duration

Art. 1. There exists a public limited company (société anonyme) under the name of “EURO-FINA S.A.”.

Art. 2. The registered office of the company is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the City of Luxembourg by a decision of the board of directors.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company.

Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the corporation, which is best situated for this purpose under such circumstances.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licenses, as well as rights deriving there from or supplementing them.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The corporate capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00-), represented by one thousand one hundred eighty-seven (1,187) shares without nominal value. The shares of the company may be created at the owner's option in certificates representing single shares or in certificates representing two or more shares.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, purchase its own shares.

The corporate capital may be increased or reduced in compliance with the legal requirements.

In addition to the share capital, a premium account may be set up into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Title III. Management

Art. 6. The company shall be managed by a board of directors composed of at least three directors, of the category A and of the category B, who need not be shareholders of the company. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are elected. The directors may be re-elected for consecutive terms of office.

In case the company is composed of a sole shareholder, the latter may appoint a sole director. In this case, the sole director exercises the powers devolving on the board of directors.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented. Any director may be removed at any time with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, in compliance with the applicable legal provisions.

Art. 7. The board of directors will elect from among its members a chairman. When he is prevented, he is replaced by the eldest director.

The board of directors convenes upon call by the chairman or by the eldest director, when the chairman is prevented, as often as the interest of the corporation so requires. It must be convened each time two directors so request. Except

in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by telegram, telex or facsimile another director as his proxy. A director may represent one or more of his colleagues.

Every board meeting shall be held at such place indicated in the notice.

The board of directors can deliberate or act validly only if a majority of the directors is present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In case of a tie in votes, the vote of the chairman of the meeting will be decisive.

Board resolutions can also be taken by circular letter, the signatures of the different board members may be apposed on several exemplars of the board resolution in writing.

Any director may also participate in any meeting of the board of directors by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Art. 8. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors. The board of directors may pay interim dividends, in compliance with the legal requirements.

Art. 9. In case only one director has been appointed, the company will be bound toward third parties by the sole signature of that director as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the director has delegated such signatory power, within the limits of such power.

In case the company is managed by a board of directors, subject to the following, the company will be bound towards third parties by the joint signatures of a director of the category A together with director of the category B as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the board of directors has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 10. The board of directors may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more directors, officers, managers or other agents, shareholder or not, acting alone or jointly.

The board of directors may also commit the management of part of the affairs of the company or of a special branch to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy holders, selected from its own members or not, either shareholders or not.

Art. 11. Any litigations involving the company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the company by the board of directors, represented by its chairman or by the director delegated for this purpose.

Title IV. Supervision

Art. 12. The company is supervised by one or several supervisory auditors, who need not be shareholders of the company. They will be appointed by the general meeting of shareholders which will fix their number and their remuneration, as well as the term of their office, which must not exceed six years.

Whenever required by law the company is supervised by one or several approved statutory auditors in lieu of the supervisory auditor(s).

The approved statutory auditors are appointed, pursuant to the related legal provisions, either by the general meeting of shareholders or by the board of directors.

The approved statutory auditors shall fulfil all the duties set forth by the related law.

The supervisory auditors and the approved statutory auditors may be re-appointed.

Title V. General meeting

Art. 13. The general meeting of shareholders of the company represents all the shareholders of the company. It has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the company, unless the present articles of association provide otherwise.

The annual meeting will be held at the place specified in the convening notices on the second Tuesday of April at 10 a.m.

If such day is a legal holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Other general meetings of shareholders may be held at such places and dates as may be specified in the respective notices of meeting.

Each share entitles one vote. Each shareholder may participate to the meetings of the shareholders by appointing in writing, by telecopy, email or any other similar means of communication, another person as his proxy-holder.

If all shareholders are present or represented at a meeting of the shareholders, and if they declare knowing the agenda, the meeting may be held without convening notice or prior publication.

If the company only has one sole shareholder, the latter exercises the powers devolving on the general meeting.

Title VI. Accounting year, Allocation of profits

Art. 14. The accounting year of the company shall begin on January 1 and shall terminate on December 31 of each year.

Art. 15. After deduction of any and all of the expenses of the company and the amortizations the credit balance represents the net profits of the company. Of the net profits, five per cent (5,00%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10,00%) of the capital of the company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched.

The balance is at the disposal of the general meeting.

Title VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. The company may be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders.

The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders which will specify their powers and fix their remunerations.

Title VIII. General provisions

Art. 17. All matters not governed by these articles of association are to be construed in accordance with the law of August 10th 1915 on commercial companies and the amendments hereto.

STATUTS EURO-FINA S.A.

Titre I^{er}. Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de «EURO-FINA S.A.».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la Ville de Luxembourg par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura, cependant, aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. La société pourra aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties. Par ailleurs, la société pourra acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle pourra également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000), représenté par mille cent quatre-vingt-sept (1.187) actions sans valeur nominale. Les actions de la société peuvent être créées à la discrétion du propriétaire en certificats représentant des actions uniques ou des certificats représentant deux ou plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur au gré de l'actionnaire. La société pourra procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Le capital souscrit pourra être augmenté ou réduit dans les conditions légales requises.

En plus du capital social, un compte prime d'émission peut être créé dans lequel chaque prime payée sur une action en plus de la valeur nominale sera transférée. Le montant du compte prime d'émission pourra être utilisé afin de payer

les actions que la société pourra racheter à ses actionnaires, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer aux actionnaires ou pour allouer des fonds à la réserve légale.

Titre III. Administration

Art. 6. La société sera administrée par un conseil d'administration composé au moins de trois membres, de la catégorie A et de la catégorie B, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Les administrateurs seront élus par les actionnaires à l'assemblée générale qui déterminera leur nombre, leur rémunération et le terme de leur mandat. Le terme du mandat d'un administrateur ne peut excéder six ans, et les administrateurs conservent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Les administrateurs peuvent être réélus à leur fonction pour différents mandats consécutifs.

Lorsque la société est composée d'un associé unique, celui-ci peut nommer un administrateur unique. Dans ce cas, l'administrateur unique exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

Les administrateurs seront élus à la majorité simple des votes des actions présentes ou représentées. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de démission ou toute autre cause, cette vacance pourra être complétée sur une base temporaire jusqu'à la réunion de la prochaine assemblée générale des actionnaires, conformément aux dispositions légales applicables.

Art. 7. Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. En cas d'empêchement, il est remplacé par l'administrateur le plus âgé.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou en cas d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur le plus âgé, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

A l'exception des cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui doivent se réunir, le conseil d'administration doit être convoqué au moins vingt-quatre heures à l'avance. Toute convocation devra spécifier l'endroit, la date, l'heure et l'agenda de la réunion.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux conseils d'administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax ou télégramme un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Chaque conseil devra être tenu à l'endroit indiqué dans la convocation.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où lors d'une réunion, il existerait une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Les décisions du conseil d'administration peuvent aussi être prises par lettre circulaire, les signatures des différents administrateurs pouvant être apposées sur plusieurs exemplaires de la décision écrite du conseil d'administration.

Tout administrateur pourra en outre participer à une réunion du conseil d'administration par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion tenue dans ces conditions est équivalente à la présence physique à cette réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. De plus, il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Dans le cas où un administrateur unique a été nommé, la société sera engagée envers les tiers par la seule signature de l'administrateur unique ainsi que par les signatures conjointes ou seule signature de toute(s) personne(s) à qui l'administrateur unique aura délégué tel pouvoir de signature, dans les limites de ce pouvoir.

Dans le cas où la société est administrée par un conseil d'administration, conformément à ce qui suit, la société sera engagée envers les tiers par les signatures conjointes d'un administrateur de catégorie A ensemble un administrateur de catégorie B ainsi que par les signatures conjointes ou seule signature de toute(s) personne(s) à qui l'administrateur unique aura délégué tel pouvoir de signature, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement.

Le conseil d'administration pourra aussi confier la direction de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Surveillance

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la société. Ils seront nommés par l'assemblée générale, qui fixera leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Chaque fois que la loi le requiert, la société est contrôlée par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés à la place du (des) commissaire(s).

Les réviseurs d'entreprises agréés sont nommés, selon les stipulations légales afférentes, soit par l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration.

Les réviseurs d'entreprises agréés remplissent toutes les tâches prévues par la loi afférente.

Les commissaires et les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être réélus.

Titre V. Assemblée Générale

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires de la société représente tous les actionnaires de la société. Elle dispose des pouvoirs les plus larges pour décider, mettre en œuvre ou ratifier les actes en relation avec les opérations de la société, à moins que les statuts n'en disposent autrement.

L'assemblée générale annuelle se réunit à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième mardi d'avril à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales des actionnaires pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, par télécopie, e-mail, ou tout autre moyen de communication similaire une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée d'actionnaires, et s'ils déclarent avoir connaissance de l'ordre du jour, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Lorsque la société n'a qu'un actionnaire unique, celui-ci est qualifié par la loi d'«associé» et exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 16. La société pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale. Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale, qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 17. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

ARTICLES OF ASSOCIATION

Title I. Denomination, Object, Registered Office and Duration

Art. 1. A joint-stock company is set up under the following social denomination:

“Veroniki Holding S.p.A.”

Art. 2. The object of activity of the company is mainly the performance of the following activities:

- acquisition of shareholdings, not with regard to the public and as a durable investment;
- technical, administrative and financial coordination of the companies in which it also participates by providing specific services and their financing;

- intermediation, consultancy and assistance in financial and industrial strategy fields, as well as in operations of acquisition and transfer of shares; all this with express exclusion of performing with regard to the public activities consisting of acquisition of shareholdings, granting of any form of financing, payment services and foreign exchange brokerage, and also of fiduciary activity, collection of savings from the public and any other activity for which the law provides specific reserves;

- purchase, sale and exploitation of brands, patents and original works in general.

Furthermore, the company may carry out all trading, financial (always not with regard to the public), industrial, securities and real estate operations, necessary or useful for achieving the social object (including granting of personal or real guarantees in favour of third parties and the assumption of loans and financings even of mortgage kind).

Art. 3. The Company's registered office is situated in Milan.

The administrative body has the authority to establish and suppress everywhere, without stable representation, branches, agencies and offices. As far as their relationship with the company is concerned, the domicile of shareholders, directors, statutory auditors and auditor, if nominated, is the one indicated in the statutory books.

Art. 4. Company's duration is established until December 13th, 2048, and may be extended through deliberation of the Extraordinary Meeting.

Title II. Share Capital and Shares

Art. 5. Share capital amounts to 13,000,000.00 Euro divided into 1,300,000 shares of 10.00 Euro each and every share grants the voting right. Shares are represented by stock certificates.

Share capital may be increased by emission of shares granting rights differing from the ones ensured by the already emitted shares.

Share capital may also be increased through contribution of material goods and credits.

Through deliberation of the Extraordinary Meeting, the company may issue convertible and non-convertible loan bonds and financial instruments provided with patrimonial or administrative rights, except for the voting right within the General Meeting of Shareholders.

Through directors' deliberation, the company has the right to constitute patrimonies exclusively destined to a specific business.

The company may acquire financing from its partners, for a valuable consideration or for free, with or without repayment obligation, in observance of the laws in force, with particular reference to the ones regulating the collection of savings from the public.

Art. 6. Shares are in registered form when this is prescribed by the laws in force, according to the terms and modalities established by the laws themselves; otherwise, the shares, when fully paid up, may be in registered or bearer form, at the shareholder's option. The payments on shares are required by the administrative body under the terms and modalities it considers suitable.

Art. 7. Shares are freely transferable.

Title III. Meetings

Art. 8. The meeting is convoked by notice communicated to all the persons entitled to, with means which might grant proof of receipt (that is by recorded delivery letter or by fax or e-mail, on condition that fax numbers and e-mail addresses of all the persons entitled to take part in the meeting are indicated in the company's books) at least eight days before the day established for the meeting.

The convocation notice must indicate the place where the meeting will be held and, if necessary, the locations connected to it by means of telecommunication; the date and hour of meeting's convocation; the matters on the agenda; if voting by correspondence is admitted and the modalities of communication of the resolutions' contents; if necessary, other mentions required by law.

The convocation notice might indicate a second and a third convocation for the eventuality that in the previous meeting the assembly had not been legally formed.

The meetings in second convocation must take place within thirty days from the date indicated in the convocation for the meeting in first convocation. For the meetings in third convocation, provisions and majorities foreseen for the meeting in second convocation will apply.

The meeting may also be convoked outside the town where the company's registered office is situated, provided that it takes place in Italy or Romania, or in the territory of another state member of the EU.

Meetings not convoked as mentioned above are however valid on condition that the whole company's share capital is represented and the majority of the administrative and control bodies of the company attend them.

Art. 9. The meeting may be ordinary and extraordinary according to the law.

The ordinary meeting must be convoked at least once a year, within one hundred and twenty days from the closing of the company's fiscal year, or within one hundred and eighty days if the company has to draw up the consolidated balance sheet and if particular necessities related to the company's structure and object of activity require so.

Meetings may be attended by shareholders having voting right who are registered in the shareholders register or able to demonstrate their right to participate and vote at the meetings through shares consignment at the registered office or at the banks indicated in the convocation notice, at least two days before the respective meeting. After consignment, administrators have to register in the company's books those not already registered.

Any shareholder having the right to intervene in the meeting may be represented, by proxy, by another person, even if the latter is not a shareholder, in the observance of law.

The meeting is presided by the sole director or by the chairman of the Board of Directors or, if this is not possible, by the person appointed by the participants at the meeting.

It is allowed to intervene in the meeting through telecommunication means and to express one's own vote by correspondence.

It is possible for the meeting to take place in several locations, contiguous or distant from one another, audio and/or video connected, with modalities to be mentioned in the minute, provided that simultaneous voting protocol and principles of bona fides and parity in treatment of all participants are followed. In particular, it is necessary that the chairman of the meeting should be allowed, also by means of his own chairman's office, to ascertain the identity and legitimation of the participants, to regulate the course of the meeting and to ascertain and proclaim voting results; that the person drawing up the minute is granted the possibility to adequately perceive meeting events noted down in the minute; that the participants are allowed to take part in the debate and in the simultaneous voting regarding the matters in the agenda; that the locations audio and video connected by the company, in which participants may meet, are indicated in the convocation notice (except for the cases of complete assembly).

All the afore mentioned conditions complied with, the meeting is considered to be held in the location in which the chairman and the person drawing up the minute are present, while territorial limitation provided by the previous paragraph must be intended as referred only to that place, not also to the locations in which audio and video connection of participants is contemplated.

Voting by correspondence is regulated as follows: it can be carried out by shareholders having required so in writing and their demand should be kept in the company's books and registered in the shareholders register; the notice of meeting convocation should specify if voting by correspondence is admitted; the text of the deliberation to be approved or of the different proposals of resolution to be voted must be recorded in full on the voting form; in case voting forms are not enclosed to the convocation notice, the latter must specify by which modalities shareholders may require and obtain the forms for voting by correspondence, under the terms necessary to exercise the voting right in a documented way; in case of voting by correspondence, shareholders having sent in due time their voting forms are considered as present; counting of the correspondence voting forms occurs at the moment of the meeting setting up in order to ascertain that the statutory quorum exists and at the moment shareholders give their vote, in order to ascertain that the deliberative quorum exists; in case of modification or integration of the proposals submitted to meeting's approval, shareholders who have already given their vote may previously express their will choosing between abstention, unfavourable vote and acceptance of voting proposals expressed by the Board of Directors or other shareholders; the correspondence vote forms must be recorded in the company's books; in case of voting by correspondence, it is necessary to set up adequate means of communication of the resolutions approved by the assembly, in order to make it easier for abstained or dissentients shareholders to exercise their rights.

Art. 10. The ordinary meeting in first convocation is duly formed with the participation of as many shareholders representing at least one half of share capital.

The ordinary meeting in second and third convocation is duly formed no matter the amount of capital represented.

The ordinary meeting in first, second and third convocation deliberates pursuant to favourable vote of the absolute majority of those present.

The extraordinary meeting in first convocation is duly formed with the participation of as many shareholders representing at least one half of share capital and deliberates pursuant to favourable vote of more than half of share capital.

The extraordinary meeting in second and third convocation is duly formed with the participation of as many shareholders who represent at least a third of share capital and deliberates pursuant to favourable vote of at least two thirds of the capital represented at the meeting. In any case, favourable vote of as many shareholders representing more than a third of share capital is required for the resolutions concerning change of the social object, transformation of the company, anticipated dissolution, prorogation of company duration, revocation of liquidation status, transfer abroad of the registered office and emission of privileged shares.

Title IV. Administration

Art. 11. Company management pertains exclusively to the directors who carry out the operations necessary to achieve the company's social object.

The company is managed by a Sole Director or by a Board of Directors composed of a minimum of two to a maximum of seven members, according to the resolution of the meeting electing it.

The directors are in office for the period established at their appointment, however, not more than three fiscal years and can be re-elected. Their term of office expires at the date of the meeting convoked for the approval of the balance sheet related to the last fiscal year of their office.

As for the appointment of the Board of Directors, if, for any reason, half of the directors, in case of an even number, or the majority of them, in case of an uneven number, are absent, the whole Board of Directors forfeits all rights and the remaining directors have to convoke within 10 (ten) days the assembly for the appointment of a new administrative body; meantime, they may carry out only the activities of ordinary administration.

Art. 12. The Sole Director and the members of the Board of Directors can be elected even among non-shareholders and can be re-elected.

Until differently established by the assembly, the directors are not bound by the prohibition specified in art. 2390 C.C.

The Directors have right to a remuneration which will be determined by the assembly, and also to the reimbursement of their expenses.

The Directors with particular assignments may furthermore receive treatment for end-of-term, according to art. 16 T.U.I.R., the amount of which shall be established each time by Shareholders Meeting.

Art. 13. If not already provided for by the assembly, the Board will elect among its members a Chairman and, if necessary, a Vice-Chairman: the duration of their office shall be established by the Board electing them, but it cannot be longer than the office duration of the Board itself.

The Chairman, or the Vice-Chairman, presides the Board meetings. In case of absence or inability of the Chairman, or, if nominated, of the Vice-Chairman, the Senior Director among those present will preside.

The Board can nominate a secretary who is not one of its members.

Art. 14. The Chairman or, if nominated, the Vice-Chairman, convokes the Board when it considers it appropriate to, and when it is required in writing to do so by two of the Directors or by the Chairman of the Board of Statutory Auditors.

The convocation occurs through notice sent to all the directors, statutory auditors and auditor, if nominated, by any means appropriate to grant proof of occurred receipt, at least three days before the meeting and, in an emergency case, at least one day before. The notice will specify the date, the place and the time of the meeting, and also the meeting agenda. The Board is however duly formed even in default of convocation if all its members and statutory auditors are present.

The Board may meet and duly deliberate even through telecommunication means, provided that simultaneous voting protocol and principles of bona fides and parity in treatment of all participants are followed. In particular, it is necessary to grant the rights of participation consisting of the choice of a meeting location where at least the Chairman and the Secretary will be present, of the exact identification of the persons entitled to attend the meeting, of the possibility to express one's opinion on all the matters and of having the possibility to examine, receive and transmit documents. All these conditions complied with, the Board of Directors is to be considered held in the location where the Chairman and the Secretary of the meeting are present, in order to make possible the elaboration and subscription of the minute in the related book.

Art. 15. The resolutions of the Board of Directors are valid provided that the majority of its members are effectively present at the meeting and the absolute majority of votes of those present is attained; in case of parity, the vote of the person presiding the meeting prevails.

If the Board of Directors consists of two members, the vote of its Chairman does not prevail.

Art. 16. The Board resolutions are recorded by the Secretary in the minute drawn up in the related book. The minute shall be signed up for approval by the person presiding the meeting and by the Secretary.

Art. 17. In case the company is managed by a Sole Director, the latter shall have only the powers related to ordinary management, excepting more powers are attributed to him by the assembly electing him; in case the company is managed by a Board of Directors, the latter detains all the powers for ordinary and extraordinary management of the company, with no exception.

Art. 18. If not already provided for by the assembly, the Board shall be entitled to partially delegate its powers to one or more of its members, even with the qualification of Managing Director; furthermore, it will have the right to partially delegate its own powers to an Executive Committee composed of several members of the Board itself, fixing the terms and the duration of the proxy.

The Board of Directors or the Sole Director have the power to nominate and revoke consultants and special proxies-persons for single acts or categories of acts, fixing their powers and remunerations.

If the Managing Directors are appointed by a Board of Directors composed of two members, the directors shall lose their office in case of disagreement with the Managing Director revocation.

Art. 19. In order to carry out their assignments, the Sole Director or the Chairman of the Board of Directors, the Vice-Chairman, the councillors detaining a proxy and the general managers have the right to use the social signature and to the legal representation of the company, both active and passive, in relation with third parties and in judgment, in any Court or jurisdiction, included the Constitutional Court, the Court of Cassation, the Council of State, the Court of Auditors and the Offices of Tax Committees.

Title V. Board of Statutory Auditors and Accounting Control

Art. 20. The Board of Statutory Auditors ensures the respect of the law and of the Articles of Association, as well as of the principles of correct management and, in particular, of the adequacy of the organizational set-up of management and accountancy adopted by the company, seeing that it functions correctly, and exerts accounting control of the company, except for the cases provided for by the law, in which such control must be exerted by an accounting auditor or by an audit company. The Board of Statutory Auditors is composed of three effective members and two substitutes, appointed and functioning according to law. The statutory auditors are in office for three years and are re-electable. The assembly which nominates the statutory auditors and the Chairman of the Board of Statutory Auditors, establishes the remuneration they are entitled to.

Title VI. Balance Sheet and Profits

Art. 21. The fiscal years shall close on December 31 of each year. At the end of every fiscal year the administrative body shall proceed to issuing the balance sheet according to the law.

The balance sheet shall be submitted to the approval of the assembly within one hundred and twenty days from the closing of the fiscal year, or within one hundred and eighty days if the company has to issue the consolidated balance sheet and if so required by particular necessities related to the structure and the purposes of the company.

Art. 22. The net profits, taken off 5% for the legal reserve, until the achievement of the fifth of share capital, shall be divided up among shareholders according to their respective quotas, except for different resolution of the assembly to be adopted in observance of the law.

Art. 23. Dividends payment shall be made at the registered offices.

Art. 24. The dividends not collected within five years from when they became collectable shall be prescribed in favour of the company.

Title VII. Final provisions

Art. 25. If, for any reason, the dissolution of the Company is decided, the assembly shall determine liquidation modalities and shall appoint one or more liquidators, establishing their powers.

Art. 26. For everything not specifically provided for herein, law provisions in the field shall apply.

STATUT

Titre I^{er} . Dénomination, Objet, Siège social et Durée

Art. 1^{er} . Une Société par actions est constituée sous la dénomination sociale:

«Veroniki Holding S.p.A.»

Art. 2. L'objet de la Société est l'exercice, de manière prédominante, des suivantes activités:

- l'acquisition de participations, pas envers le public et à titre d'investissement durable;
- coordination technique, administrative et financière des sociétés auxquelles elle participe aussi à travers la fourniture de prestations de services spécifiques et leur financement;
- intermédiation, consultation et assistance en matière financière et de stratégie industrielle, ainsi que dans des opérations d'acquisition et de cession de participations.

Le tout avec l'exclusion expresse de l'exercice envers le public des activités d'acquisition de participations, de concession de financements sous n'importe quelle forme, de prestation de services de paiement et d'intermédiation dans les changes, ainsi que de l'activité fiduciaire, de l'appel à l'épargne publique, et de toute autre activité au regard de laquelle la loi prévoit des réserves spécifiques;

- l'achat, la vente et l'exploitation des marques, des brevets et, en général, de la propriété intellectuelle.

La Société peut, en outre, effectuer toutes les opérations commerciales, financières (toujours pas envers le public), industrielles, mobilières et immobilières nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social (y compris l'émission de garanties personnelles ou réelles aussi dans l'intérêt de tiers et la prise en charge de prêts et financements même hypothécaires).

Art. 3. Le siège de la Société est à Milan.

L'organe administratif a la faculté de fonder et dissoudre partout, sans une représentation stable, des succursales, des agences et des bureaux.

Le domicile des actionnaires, des administrateurs, des commissaires aux comptes et du réviseur d'entreprises, s'ils sont nommés, pour leurs rapports avec la Société, est celui indiqué dans les livres de la Société.

Art. 4. La durée de la Société est établie jusqu'au 13 décembre 2048 et pourra être prorogée par délibération de l'Assemblée extraordinaire.

Titre II. Capital social et Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à 13.000.000 (treize millions) d'euros, divisé en 1.300.000 (un million trois cent mille) actions de la valeur de 10,00 (dix/00) euros chacune et chaque action donne droit à une voix.

Les actions sont représentées par des titres actionnaires.

Le capital social pourra aussi être augmenté par l'émission d'actions ayant des privilèges de catégories différentes de celles des actions déjà émises.

Le capital social pourra aussi être augmenté par apports en nature et en crédits.

Par délibération de l'Assemblée extraordinaire, la Société a la faculté d'émettre des prêts obligataires convertibles et non convertibles et des instruments financiers pourvus de droits patrimoniaux ou administratifs, à l'exclusion du droit de vote dans l'Assemblée Générale des actionnaires.

Par délibération des administrateurs, la Société a la faculté de constituer des patrimoines destinés, de manière exclusive, à une affaire spécifique.

La Société pourra obtenir des autres actionnaires des financements à titre onéreux ou gratuit, avec ou sans obligation de remboursement, conformément aux dispositions légales en vigueur, avec une référence particulière à celles qui réglementent l'appel à l'épargne publique.

Art. 6. Les actions sont nominatives quand cela est prévu par les lois en vigueur, selon les termes et les modalités prévus par la loi elle-même; autrement, quand elles sont complètement libérées, les actions peuvent être nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Les versements relatifs aux actions sont requis par l'organe administratif dans les termes et les manières qu'il considère comme convenables.

Art. 7. Les actions sont librement transférables.

Titre III. Assemblée

Art. 8. La convocation de l'Assemblée a lieu à travers un avis transmis à tous les ayants droit par des moyens qui garantissent une preuve de sa réception (c'est-à-dire par lettre recommandée, par fax ou e-mail, à condition que le numéro de fax et l'adresse électronique de tous les ayants droit de participer à l'Assemblée soient indiqués dans les livres de la Société) au moins huit jours avant la date fixée pour l'Assemblée.

L'avis de convocation devra spécifier l'endroit où l'Assemblée aura lieu, ainsi que les lieux éventuellement connectés à celui-ci par des moyens de télécommunication, la date et l'heure de convocation de l'Assemblée, les sujets à l'ordre du jour, si le vote par correspondance est admis, les modalités de communication du contenu des délibérations et les autres mentions éventuellement requises par la loi.

L'avis de convocation peut prévoir une seconde et une troisième convocation pour le cas où l'Assemblée n'aurait pas été légalement constituée lors de la réunion précédente.

Les assemblées en seconde convocation doivent se dérouler au plus tard trente jours après la date spécifiée dans l'avis de convocation pour l'Assemblée en première convocation. Les dispositions et les majorités prévues pour l'Assemblée en deuxième convocation s'appliquent à l'Assemblée en troisième convocation.

L'Assemblée peut aussi être convoquée en dehors de la localité où se trouve le siège social, pourvu qu'en Italie, en Roumanie ou dans le territoire d'un autre Etat membre de l'Union Européenne.

Les assemblées non convoquées comme ci-dessus sont toutefois considérées valables si l'entier capital social y est représenté et la majorité des membres de l'organe administratif et de l'organe de contrôle y participe.

Art. 9. L'Assemblée est ordinaire ou extraordinaire au sens de la loi. L'Assemblée ordinaire doit être convoquée au moins une fois par an, au plus tard cent-vingt jours après la clôture de l'exercice social, ou cent quatre-vingt jours après cette-ci, si la Société est tenue de rédiger le bilan consolidé et si cela est requis par des exigences particulières relatives à la structure et à l'objet de la société.

Peuvent participer à l'Assemblée les actionnaires ayant droit de vote qui sont inscrits dans le registre des actionnaires ou qui démontrent leur légitimation à participer et à voter dans l'Assemblée moyennant le dépôt des actions auprès du siège social ou des banques indiquées dans l'avis de convocation, au moins deux jours avant l'Assemblée. Par suite de la remise, les administrateurs sont tenus d'inscrire dans les livres de la Société tous ceux qui n'y figurent pas.

Chaque actionnaire ayant le droit d'intervenir à l'Assemblée peut s'y faire représenter, par délégation écrite, par une autre personne, même non actionnaire, en conformité avec les dispositions de la loi.

L'Assemblée est présidée par l'administrateur unique, par le Président du Conseil d'administration ou, en l'absence, par la personne désignée par les participants.

L'intervention dans l'Assemblée par des moyens de télécommunication et l'expression du vote par correspondance sont permis.

L'Assemblée pourra aussi se dérouler en plusieurs endroits, contigus ou distants entre eux, audio/vidéo connectés, avec des modalités desquelles il faudra donner acte dans le procès verbal, à condition qu'on respecte la méthode de la décision collective et les principes de bonne foi et de parité de traitement des participants. En particulier, il est nécessaire qu'il soit permis au président de l'Assemblée de vérifier, même à travers son propre bureau de la présidence, l'identité et la légitimation des participants, de régler le déroulement de l'Assemblée, de constater et proclamer les résultats de la votation: qu'il soit permis à la personne chargée de dresser le procès-verbal de percevoir de manière adéquate les événements assembléaires faisant l'objet du procès-verbal; qu'il soit permis aux participants de prendre part à la discussion et à la votation simultanée sur les sujets à l'ordre du jour; qu'on spécifie dans l'avis de convocation (sauf en cas d'Assemblée totalitaire) les lieux audio/vidéo connectés par la Société, où les participants pourront affluer.

Une fois remplies les conditions ci-dessus, l'Assemblée est considérée comme ayant lieu dans l'endroit où se trouvent le Président et la personne chargée de dresser le procès-verbal et la limitation territoriale prévue au précédent alinéa doit s'entendre comme référée seulement à tel endroit, pas aussi aux lieux dans lesquels est prévue la connexion audio/vidéo des participants.

Le vote par correspondance est soumis aux règles suivantes: le vote par correspondance peut être exercé par les actionnaires qui en ont fait demande écrite, à conserver aux écritures sociales et à inscrire dans le registre des actionnaires; dans l'avis de convocation de l'Assemblée on doit spécifier si le vote par correspondance est admis; le texte de la délibération à approuver ou des différentes propositions de délibération sur lesquelles voter doit être intégralement reporté sur les bulletins de vote; si les bulletins de vote ne sont pas annexés à l'avis de convocation de l'Assemblée, la convocation devra spécifier par quelles modalités les actionnaires peuvent solliciter et obtenir les bulletins de vote pour l'exercice du vote par correspondance, dans les termes nécessaires pour l'exercice informé du droit de vote; en cas de vote par correspondance, on considère comme présents les actionnaires ayant envoyé, dans les délais prévus, leur propre bulletin de vote. Le compte des bulletins de vote par correspondance a lieu au moment de la constitution de l'Assemblée, afin de vérifier que le quorum constitutif existe et au moment de l'expression du vote de la part des actionnaires, afin de vérifier que le quorum délibératif existe. En cas de modification ou intégration des propositions soumises à l'Assemblée, le titulaire du droit qui a exprimé son vote peut manifester préalablement sa volonté, en choisissant entre l'abstention, le vote contraire et l'adhésion aux propositions de vote exprimées par le Conseil d'administration ou par d'autres actionnaires. Les bulletins des votes exprimés par correspondance doivent être conservés dans les registres sociaux. En cas de vote exprimé par correspondance, il faut organiser un système adéquat de communication des délibérations adoptées par l'Assemblée, afin de faciliter aux actionnaires s'étant abstenus ou ayant émis un vote contraire, l'exercice de leurs propres droits.

Art. 10. L'Assemblée ordinaire en première convocation est régulièrement constituée en présence d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social.

L'Assemblée ordinaire en deuxième et troisième convocation est régulièrement constituée quelle que soit la part de capital social représentée. L'Assemblée ordinaire en première, deuxième et troisième convocation délibère avec la majorité absolue des présents.

L'Assemblée extraordinaire en première convocation est régulièrement constituée en présence d'un nombre d'actionnaires qui représentent au moins la moitié du capital social et délibère avec le vote favorable de plus de la moitié du capital social.

L'Assemblée extraordinaire en deuxième et troisième convocation est valablement constituée en présence d'un nombre d'actionnaires qui représentent au moins un tiers du capital social et délibère avec le vote favorable de deux tiers au moins du capital représenté dans l'Assemblée. Le vote favorable d'un nombre d'actionnaires qui représentent plus d'un tiers du capital social est en tout cas nécessaire pour les délibérations concernant le changement de l'objet social, la transformation de la Société, la dissolution anticipée, la prorogation de la Société, la révocation de l'état de liquidation, le transfert du siège social à l'étranger et l'émission d'actions privilégiées.

Titre IV. Administration

Art. 11. La gestion de l'entreprise revient exclusivement aux administrateurs, lesquels accomplissent les opérations nécessaires pour la réalisation de l'objet social.

La Société est administrée par un Administrateur unique ou par un Conseil d'administration composé d'un minimum de deux à un maximum de sept membres, selon ce qu'établira l'Assemblée qui le élit.

Les administrateurs exercent leur charge pour un période établi lors de leur nomination et en tout cas pas plus de trois exercices et sont rééligibles. Leur mandat expire à la date de l'Assemblée convoquée pour l'approbation du bilan relatif au dernier exercice de leur charge.

En cas de nomination du Conseil d'administration, si, pour quelque raison que ce soit, la moitié des administrateurs, en cas de nombre pair, ou la majorité de ceux-ci. en cas de nombre impair, vient à manquer, l'entier Conseil d'administration déchoit et les administrateurs restants doivent, dans un délai de 10 (dix), convoquer l'Assemblée pour la nomination d'un nouvel organe administratif; entre temps, ils peuvent effectuer seulement des opérations d'ordinaire administration.

Art. 12. L'Administrateur unique et les membres du Conseil d'administration peuvent être élus aussi parmi les non-actionnaires et sont rééligibles.

Jusqu'à ce que l'Assemblée n'en décide autrement, les administrateurs ne sont pas tenus de respecter l'interdiction d'ici à l'article 2390 C.C.

Les administrateurs ont droit à une rémunération qui sera fixée par l'Assemblée, ainsi qu'au remboursement des frais soutenus.

Les administrateurs investis de charges particulières pourront en outre bénéficier d'un traitement de fin de mandat, au sens de l'article 16 T.U.I.R., dont le montant sera établi d'une fois à l'autre par l'Assemblée des actionnaires.

Art. 13. Si l'Assemblée n'y a pas pourvu, le Conseil élit parmi ses membres un Président et éventuellement un Vice-Président; la durée de leur charge est fixée par le Conseil qui les élit, mais ne peut pas excéder la durée en charge du Conseil lui-même.

Le Président ou le Vice-Président préside les réunions du Conseil. En cas d'absence ou inhabilité du Président ou, si nommé, du Vice-Président, l'Administrateur le plus âgé parmi les présents présidera.

Le Conseil peut nommer un Secrétaire, même en dehors de ses membres.

Art. 14. Le Président ou, si nommé, le Vice-Président, convoque le Conseil quand il l'estime opportun et quand il en reçoit demande par écrit de la part de deux des administrateurs ou du Président du Collège des commissaires aux comptes.

La convocation s'effectue par un avis expédié à tous les administrateurs, aux commissaires aux comptes effectifs et au réviseur, si nommés, par n'importe quel moyen adéquat pour fournir la preuve de la réception, au moins trois jours avant l'Assemblée et, en cas d'urgence, au moins un jour avant. Dans l'avis on spécifie la date, le lieu et l'heure de la réunion, ainsi que l'ordre du jour. Le Conseil est de toute façon valablement constitué même à défaut des formalités de convocation si tous ses membres et tous les commissaires aux comptes effectifs sont présents.

Le Conseil peut aussi se réunir et valablement délibérer à travers des moyens de télécommunication, à condition qu'on respecte la méthode de la décision collective et les principes de bonne foi et de parité de traitement des participants. En particulier, il est nécessaire de garantir les droits de participation constitués par le choix d'un lieu de réunion où au moins le Président et le Secrétaire soient présents, par l'exacte identification des personnes ayant droit de participer aux travaux, par la possibilité d'intervenir oralement sur tous les sujets et de pouvoir examiner, recevoir et transmettre des documents. Une fois ces conditions remplies, le Conseil d'administration est considéré comme tenu dans le lieu où se trouvent le Président et le Secrétaire de la réunion, afin de permettre la rédaction et la souscription du procès-verbal dans le livre relatif.

Art. 15. Les décisions prises par le Conseil d'administration sont valables s'il y a la présence effective de la majorité de ses membres et la majorité absolue des voix des présents; en cas d'égalité des voix, est prépondérant le vote de la personne qui préside.

Dans le cas où le Conseil d'administration soit composé de deux membres, le vote prépondérant n'est pas attribué au Président.

Art. 16. Les délibérations du Conseil sont verbalisées par le Secrétaire dans le livre prévu à cet effet. Le procès-verbal est signé par qui préside et par le Secrétaire, en signe d'approbation.

Art. 17. Quand la Société est administrée par un Administrateur unique, celui-ci sera investi des seuls pouvoirs d'administration ordinaire, sauf pour le cas où l'Assemblée qui le élit lui attribue de plus amples pouvoirs. Par contre, quand la Société est administrée par un Conseil d'administration, l'Administrateur unique est investi des plus amples pouvoirs pour l'administration ordinaire et extraordinaire de la Société, sans exceptions d'aucune sorte.

Art. 18. Si l'Assemblée n'y a pas pourvu, le Conseil pourra déléguer partiellement ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, même avec le titre d'Administrateur délégué. Il pourra, en outre, déléguer partiellement ses propres pouvoirs à un Comité Exécutif composé de quelques membres du Conseil même, en fixant les termes et la durée de la délégation.

Le Conseil d'administration ou l'Administrateur unique ont la faculté de nommer et de révoquer des conseillers et des procureurs spéciaux pour des actes uniques ou pour des catégories d'actes, en fixant leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Si les Administrateurs délégués sont nommés par un Conseil d'administration composé de deux membres, les administrateurs déchoiront de leur charge en cas de désaccord sur la révocation de l'Administrateur délégué.

Art. 19. L'utilisation de la signature sociale et la représentation légale de la Société, soit active, soit passive, devant les tiers et en justice, dans quelque tribunal ou juridiction que ce soit, y comprises la Cour Constitutionnelle, la Cour de Cassation, le Conseil d'État, la Cour des Comptes et les Bureaux et commissions tributaires, sont de compétence de l'Administrateur unique ou du Président du Conseil d'administration, du Vice-Président, des administrateurs pourvus de délégation de pouvoirs et des directeurs généraux, pour les opérations qui leur sont confiées.

Titre V. Collège des Commissaires aux Comptes et Contrôle Comptable

Art. 20. Le Collège des commissaires aux comptes veille au respect de la loi et du statut et aussi des principes d'une administration correcte et, en particulier, à la justesse de la structure organisationnelle, administrative et comptable, adoptée par la Société, et à son fonctionnement concret, et exerce le contrôle comptable sur la Société, sauf dans les cas prévus par la loi dans lesquels ce contrôle doit être exercé par un réviseur comptable ou par une société de révision.

Le Collège des commissaires aux comptes est composé de trois membres effectifs et deux suppléants, nommés et exerçant leurs fonctions au sens de la loi. Les commissaires aux comptes durent en charge trois ans et sont rééligibles. L'Assemblée qui nomme les commissaires et le Président du Collège des commissaires aux comptes, fixe la rémunération qui leur est due.

Titre VI. Bilan et Profits

Art. 21. Les exercices sociaux se terminent le 31 décembre de chaque année. A la fin de chaque exercice, l'organe administrative procédera à l'élaboration du Bilan au sens de la loi.

Le Bilan sera soumis à l'approbation de l'Assemblée dans un délai de cent vingt jours à partir de la date de clôture de l'exercice social, ou de cent quatre-vingt jours si la Société est tenue de rédiger le bilan consolidé et si cela est requis par des exigences particulières relatives à la structure et à l'objet de la société.

Art. 22. Les profits nets, une fois déduit le 5% pour la réserve légale, jusqu'à atteindre un cinquième du capital social, seront répartis entre les actionnaires, selon les respectives parts sociales, sauf pour le cas où l'Assemblée en décide autrement, en conformité avec les dispositions de la loi.

Art. 23. Le paiement des dividendes sera effectué auprès du siège social.

Art. 24. Les dividendes non encaissés dans le délai d'un quinquennium depuis qu'ils sont devenus exigibles, seront prescrits en faveur de la Société.

Titre VII. Dispositions finales

Art. 25. Si, pour quelque raison que ce soit, on arrive à la dissolution de la Société, l'Assemblée en fixera les modalités de liquidation et nommera un ou plusieurs liquidateurs, en établissant leurs pouvoirs.

Art. 26. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu dans ce statut, les dispositions de la loi qui règlent la matière sont valables.

Schedule 2

LIST OF TRANSFERRED ASSETS AND TRANSFERRED LIABILITIES LISTE DES ACTIFS TRANSFÉRÉS ET DES PASSIFS TRANSFÉRÉS

Euro-Fina S.A.

				To be passed to A transférer à Veroniki	Reference
	31/08/2013	Adjustments	Shares not assigned Actions non assignées	Holding S.p.A.	Référence
	in / en €	Ajustements in / en €	in / en € (1)	in / en €	
Transferred Assets / Actifs Transférés					
Investments /					
Participations	115.174.927,59	6.400.000,00	- 80.046.249,95	41.528.676,64	Annexes 1 / 1.1
Financial receivables /					
Créances Financières	27.019.472,69	- 6.400.000,00		20.619.472,69	Annex 2
Other receivables / Autres					
Créances	266.030,24			266.030,24	Annex 3
Cash in bank / Banque	2.060.642,56			2.009.404,44	
Total / Total	144.521.073,08	-	- 80.046.249,95	64.423.584,01	
Transferred liabilities /					
Passifs Transférés					
Net Equity / Capitaux					
propres	8.939.925,36	105.779.900,00	- 80.046.249,95	34.622.336,29	
Result of the period /	192.540,25			192.540,25	

Résultats de la période

Financial payables / Dettes				
financières	134.129.069,98	105.779.900,00	28.349.169,98	Annex 4
Payables to supplier / Dettes				
fournisseurs	143.598,05		143.598,05	Annex 5
Other Payables / Autres				
dettes	1.115.939,44		1.115.939,44	Annex 6
Total / Total	144.521.073,08	- 80.046.249,95	64.423.584,01	

(1) The Transferred Assets do not include the 1.300.000 shares in the Recipient Company having a book value of € 80,046,249.95, since they will be directly assigned to Dragofina Investment Trust Reg. /

Les Actifs Transférés ne comprennent pas les 1.300.000 actions dans la société bénéficiaire ayant une valeur comptable de € 80.046.249,95, dans la mesure où elles seront directement affectées à Dragofina Investment Trust Reg.

Annex 1

To be passed
to
A transférer à
Veroniki

Investments	Country	Interest	Holding S.p.A.
Participations	Pays	Actionnariat	in / en €
Veroniki Real Estate S.r.l.	Italy / Italie	100%	7.000.000,00
Dragofina S.A.	Greece / Grèce	100%	1.000.000,00
Romconstruct Top S.r.l.	Romania / Roumanie	100%	19.968.842,00
Zamoixis S.r.l.	Italy / Italie	100%	6.400.000,00
Petrogaz S.A.	Greece / Grèce	19,59%	2.261.811,85
Dragon Gas S.A.	Spain / Espagne	15,56%	773.123,79
Propangas A.G.	Austria / Autriche	20%	3.628.400,00
Drachen-Propangas GMBH	Germany / Allemagne	6,66%	496.499,00
Total / Total			41.528.676,64

Annex 1.1

Investments

Participations

	Existing under the laws of / En vertu des lois de	Registered office at / Siège social	Registered with the Pu- blic Registry of Commerce of / Immatriculé au registre de commerce de
1 Veroniki Real Estate S.r.l.	Italy / Italie	Milan / Milan	Milan / Milan
2 Dragofina S.A.	Greece / Grèce	Athens / Athènes	Athens / Athènes
3 Romconstruct Top S.r.l.	Romania / Roumanie	Constanta / Constanta	Constanta / Constanta
4 Zamoixis S.r.l.	Italy / Italie	Milan / Milan	Milan / Milan
5 Petrogaz S.A.	Greece / Grèce	Athens / Athènes	Athens / Athènes
6 Dragon Gas S.A.	Spain / Espagne	Madrid / Madrid	Madrid / Madrid
7 Propangas A.G.	Austria / Autriche	Vienna / Vienne	Vienna / Vienne
8 Drachen-Propangas GMBH	Germany / Allema- gne	Frankfurt / Francfort	Frankfurt / Francfort

Annex 1.1

Investments

Participations

	Number of Registration / Numéro d'Immatriculation	Fiscal Code / Code fiscal	Share capital amount / Montant du capital social
1 Veroniki Real Estate S.r.l.	05087340963	05087340963	EUR 1.000.000,00
2 Dragofina S.A.	000256501000	EL 094003641	EUR 761.460,00
3 Romconstruct Top S.r.l.	J 13/12 15/2002	RO 14643928	RON 1.000,00

131317

4 Zamoixis S.r.l.	08406900962	08406900962	EUR 100.000,00
5 Petrogaz S.A.	000286801000	EL 094011757	EUR 8.250.877,74
6 Dragon Gas S.A.	1.105 generale, 610 della sezione 3 ^e del Libro de Sociedades, folto 183, num. 1783, iscrizione 13°	ES A-28/071223	EUR 1.435.575,14
7 Propangas A.G.	FN 126938 Z	AT U 14190908	EUR 728.000,00
8 Drachen-Propangas GMBH	HRB 9003	DE 114141657	EUR 1.533.800,00

Annex 2	To be passed to A transférer à Veroniki Holding S.p.A. in/en €
Financial receivables Créances Financières Principal / Capital Veroniki Holding S.p.A.	1.700.000,00
Romconstruct Top S.r.l.	16.123.432,00
Interests / Intérêts Veroniki Holding S.p.A.	1.296.064,38
Romconstruct Top S.r.l.	1.499.976,31
Total/Total	20.619.472,69

Annex 3	To be passed to A transférer à Veroniki Holding S.p.A. in/en €
Tax receivables / Créances Fiscales IF 2010	27.490,00
IF 2011	9.720,00
IF 2012	27.490,00
IF 2013	13.745,00
IRC 2012	1.575,00
IRC 2013	787,50
IRC 2013 (Cornelia)	1.968,75
IF 2013 (Cornelia)	62,00
IRES 2013	116.758,37
IRAP 2013	25.128,11
Rda to be recovered / Rda à récupérer - Supplier / Fournisseurs	8.080,00
Rda to be recovered / Rda à récupérer - Interests / Intérêts	33.225,51
Total / Total	266.030,24

Annex 4	To be passed to A transférer à Veroniki Holding S.p.A. in/en €
Financial payables Dettes Financières Principal / Capital Drachen-Propangas GmbH	10.000.000,00
Propangas AG	5.000.000,00
Butangas S.p.A.	1.100.000,00
Dragofina Investment Trust Reg	22,10
Interests / Intérêts Drachen-Propangas GmbH	107.833,61
Propangas AG	58.888,89
Butangas S.p.A.	11.176,59

Dragofina Investment Trust Reg.	12.071.248,79
Total / Total	28.349.169,98

Annex 5 To be passed to
A transférer à
Veroniki
Holding S.p.A.
in/en €

Payables to supplier	
Dettes Fournisseurs	
Invoice received / Factures reçues	
Intertrust S.A.	15.891,31
KPMG Luxembourg	45.858,55
P&T Luxembourg	110,47
IF Payroll	107,27
Total invoice received	61.967,60
Total Factures reçues	
Invoice to be received / Factures à recevoir	
Intertrust S.A.	23.191,67
KPMG Luxembourg	58.438,78
Total invoice to be received	81.630,45
Total factures à recevoir	
Total / total	143.598,05

Annex 6 To be passed to
A transférer à
Veroniki
Holding S.p.A.
in / en €

Other payables	
Autres dettes	
Tax payables	
Impôts à Payer	
IRC 2009	10.164,30
ICC 2009	1.960,19
IF 2010	131.250,00
IF 2011	103.285,00
IF 2012	97.665,00
IF 2013	96.850,00
IF 2013 (Cornelia)	250,00
Tax on employee's salaries / Impôts sur salaires	242,64
Total Tax Payables	441.667,13
Total Impôts à Payer	
Chambre de commerce / Chambre de commerce	350,00
Social security payables / Sécurité Sociale	148,01
Dragofina Investment Trust Reg.	81.000,00
Butangas S.p.A.	592.774,30
Total other payables	674.272,31
Total autres dettes	
Total / Total	1.115.939,44

Référence de publication: 2013151487/1251.

(130184982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2013.

Restaurant Hua Sheng Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 58, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 128.481.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013135007/10.

(130164323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Reginvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 60.302.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013135005/11.

(130164508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

RREP EINS S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.030.

Dépôt rectificatif

Les comptes annuels réctifiés au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Ces comptes annuels statutaires réctifiés remplacent les comptes annuels statutaires déposés le 12/07/2013 sous le numéro de dépôt L130118151.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2013135015/14.

(130164255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Sensit Communications GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 44, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 118.331.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013135042/9.

(130164347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

SSCP SAR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 167.535.

Extrait des résolutions des associés de SSCP SAR S.à r.l. prises au Luxembourg le 19 septembre 2013.

Veuillez noter que l'adresse de Bolaji Adekunle Odunsi, en sa qualité de gérant de SSCP SAR S.à r.l., a changée au 2 Basil Street, Londres SW3 1AA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 septembre 2013.

Anke Jager

Référence de publication: 2013135072/13.

(130164387) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Arulux First S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 26.750,00.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 167.221.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty second day of August.

Before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Arunvill Capital Limited, a limited liability company incorporated under the laws of the Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies in the Cayman Islands under registration number WK-206902 and having its registered office at c/o Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY-9005, Cayman Islands,

duly represented by Me. Claire Puel, Attorney-at-Law, professionally residing in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy after having been signed "ne varietur" by the appearing person and by the notary, will remain attached to the present minutes and will be filed with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of Arulux First S.à r.l., à société à responsabilité limitée, with registered office at L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée, (Grand Duchy of Luxembourg) registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 167.221, incorporated by a deed of Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, (Grand Duchy of Luxembourg) on February 22, 2012, published in the Mémorial C, Recueils des Sociétés et Associations on 13 April 2012 under number 960 (the "Company").

Said appearing party, represented as above, requested the undersigned notary to draw up the following:

I. That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Creation of ten classes of redeemable shares from A to J having the terms and conditions described in the new article 7 of the articles of association of the Company, in addition to the existing class of ordinary shares;

2. Conversion of fourteen thousand two hundred fifty (14,250) existing ordinary shares of the Company into redeemable shares, it being understood that the twelve thousand five hundred (12,500) remaining shares remain as ordinary shares, the redeemable shares to be allocated as follows:

- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class A shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class B shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class C shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class D shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class E shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class F shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class G shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class H shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class I shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class J shares;

3. Amendment of article 6 of the Company's articles of association as follows:

" Art. 6. Corporate Capital.

6.1 The capital is fixed at twenty-six thousand seven hundred fifty euros (EUR 26,750.-) represented by twenty-six thousand seven hundred fifty (26,750) shares, each with a nominal value of one euro (EUR 1.00), divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares;
- (ii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class A shares;
- (iii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class B shares;
- (iv) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class C shares;
- (v) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class D shares;
- (vi) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class E shares;
- (vii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class F shares;
- (viii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class G shares;
- (ix) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class H shares;
- (x) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class I shares;

(xi) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class J shares;

(The redeemable class A to J shares being all together referred to as the "Redeemable Shares" and together with the ordinary shares, the "Shares").

6.2 The Shares of any class may be issued with or without share premium. The funds received as share premium or, as the case may be, capital (surplus) contributions in respect of Shares are allocated to a special premium reserve or, as the case may be, to a special capital contribution reserve, except for those allocated to the legal reserve (if any). Each of such special reserves (share premium and capital (surplus) contributions) may be repaid at any time to the shareholder (s) of the company (including, without limitation, upon a share redemption) in accordance with the terms and under the conditions as set by appropriate corporate resolutions. For the avoidance of doubt, the company shall treat any balance standing to the credit of both these special reserves (share premium and capital (surplus) contributions) as fungible and freely distributable in accordance with these articles of association and must not reserve it, in whole or in part, to any holder of shares having paid the relevant share premium or made the relevant capital (surplus) contribution.

6.3 Each Share is entitled to one (1) vote. All Shares of each class are subject to the same rights and obligations unless otherwise provided in these articles of association.

6.4 The company shall consider the person in whose name the Shares are registered in the shareholder register as the full owner of such Shares.

Transfer of Shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the shareholder register, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

6.5 Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital. For all other questions relating to a transfer of Shares, it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Companies' Law.

6.6 Each Share is indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them."

4. Amendment of the article 7 of the Company's articles of association as follows: "

Art. 7. Increase and Decrease of capital Redemption of Redeemable Shares.

7.1 The capital of the company may be increased by a shareholder resolution adopted in the manner required for amendment of these articles of association, as prescribed in Article 16 hereof.

7.2 The capital of the company may be reduced by appropriate corporate resolution through the cancellation of the Shares including by the cancellation of one (1) or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Redeemable Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Redeemable Shares such cancellations and repurchases of Redeemable Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class J).

7.3 In the event of a reduction of capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in the paragraph above), such class of shares gives right to the holder(s) thereof pro rata to its/their holding in such class to an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of the company up to the Available Amount (as defined below and being the maximum amount) with the limitation however to the total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") and each holder of the repurchased and cancelled class of Redeemable Shares shall receive from the company an amount equal to the cancellation value per Redeemable Share (the "Cancellation Value Per Share") for each Redeemable Share of the relevant class held by it and cancelled.

7.4 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Redeemable Shares in issue in the class of Redeemable Shares to be repurchased and cancelled.

For the purposes of these articles of association,

"Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the company to the extent the shareholder(s) would have been entitled to dividend distributions according to Article 19 of the articles of association, increased by any freely distributable share premium and/or capital (surplus) contributions as well as any other freely distributable reserves but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the laws of Luxembourg or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts ((as defined below) without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P) - (L + LR)$$

Whereby:

"AA" = Available Amount.

"NP" = net profits as at the Interim Account Date (including carried forward profits).

"P" = any freely distributable share premium and/or any capital (surplus) contributions as well as any other freely distributable reserves.

"L" = losses (including carried forward losses).

"LR" = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of laws of Luxembourg or of these articles of association.

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" shall mean the date no earlier than sixty (60) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Redeemable Shares.

7.5 The company shall inform each holder of the class(es) of Redeemable Shares to be redeemed of its intention to redeem such class(es) of Redeemable Shares by prior written notice.

7.6 The payment of the Cancellation Value Per Share shall be made in cash and/or in kind by the board of managers in accordance with Luxembourg laws."

5. Any other business.

II. That the extraordinary general meeting of the Company has taken the following resolutions:

First resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to create ten classes of redeemable shares from A to J having the terms and conditions described in the new article 7 of the articles of association of the Company, in addition to the existing class of ordinary shares.

Second resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to convert fourteen thousand two hundred fifty (14,250) existing ordinary shares of the Company into redeemable shares, it being understood that the twelve thousand five hundred (12,500) remaining shares remain as ordinary shares. The extraordinary general meeting of the Company decided to allocate the redeemable shares as follows:

- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class A shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class B shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class C shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class D shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class E shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class F shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class G shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class H shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class I shares;
- one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class J shares;

Third resolution

As a consequence of such creation and conversion of ten classes of redeemable shares the extraordinary general meeting of the Company resolved to amend subsequently article 6 of the articles of association of the Company as follows:

" Art. 6. Corporate Capital.

6.1 The capital is fixed at twenty-six thousand seven hundred fifty euros (EUR 26,750.-) represented by twenty-six thousand seven hundred fifty (26,750) shares, each with a nominal value of one euro (EUR 1.00), divided into:

- (i) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares;
- (ii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class A shares;
- (iii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class B shares;
- (iv) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class C shares;
- (v) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class D shares;
- (vi) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class E shares;
- (vii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class F shares;
- (viii) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class G shares;
- (ix) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class H shares;
- (x) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class I shares;
- (xi) one thousand four hundred twenty-five (1,425) redeemable class J shares;

(The redeemable class A to J shares being all together referred to as the "Redeemable Shares" and together with the ordinary shares, the "Shares").

6.2 The Shares of any class may be issued with or without share premium. The funds received as share premium or, as the case may be, capital (surplus) contributions in respect of Shares are allocated to a special premium reserve or, as the case may be, to a special capital contribution reserve, except for those allocated to the legal reserve (if any). Each of such special reserves (share premium and capital (surplus) contributions) may be repaid at any time to the shareholder (s) of the company (including, without limitation, upon a share redemption) in accordance with the terms and under the conditions as set by appropriate corporate resolutions. For the avoidance of doubt, the company shall treat any balance standing to the credit of both these special reserves (share premium and capital (surplus) contributions) as fungible and

freely distributable in accordance with these articles of association and must not reserve it, in whole or in part, to any holder of shares having paid the relevant share premium or made the relevant capital (surplus) contribution.

6.3 Each Share is entitled to one (1) vote. All Shares of each class are subject to the same rights and obligations unless otherwise provided in these articles of association.

6.4 The company shall consider the person in whose name the shares are registered in the shareholder register as the full owner of such Shares.

Transfer of Shares shall be effected by a declaration of transfer inscribed in the shareholder register, dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

6.5 Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital. For all other questions relating to a transfer of Shares, it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Companies' Law.

6.6 Each Share is indivisible with regard to the Company, which admits only one owner for each of them."

Fourth resolution

The extraordinary general meeting of the Company resolved to amend subsequently article 7 of the articles of association of the Company as follows:

« Art. 7. Increase and Decrease of capital - Redemption of Redeemable Shares.

7.1 The capital of the company may be increased by a shareholder resolution adopted in the manner required for amendment of these articles of association, as prescribed in Article 16 hereof.

7.2 The capital of the company may be reduced by appropriate corporate resolution through the cancellation of the Shares including by the cancellation of one (1) or more entire classes of Shares through the repurchase and cancellation of all the Redeemable Shares in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of Redeemable Shares such cancellations and repurchases of Redeemable Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class J).

7.3 In the event of a reduction of capital through the repurchase and the cancellation of a class of shares (in the order provided for in the paragraph above), such class of shares gives right to the holder(s) thereof pro rata to its/their holding in such class to the Available Amount (as defined below and being the maximum amount) with the limitation however to the total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") as determined by the board of managers and approved by the general meeting of the company and each holder of the repurchased and cancelled class of Redeemable Shares shall receive from the company an amount equal to the cancellation value per Redeemable Share (the "Cancellation Value Per Share") for each Redeemable Share of the relevant class held by it and cancelled.

7.4 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Redeemable Shares in issue in the class of Redeemable Shares to be repurchased and cancelled.

For the purposes of these articles of association,

"Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the company to the extent the shareholder(s) would have been entitled to dividend distributions according to Article 19 of the articles of association, increased by any freely distributable share premium and/or capital (surplus) contributions as well as any other freely distributable reserves but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the laws of Luxembourg or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts ((as defined below) without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P) - (L + LR)$$

Whereby:

"AA" = Available Amount.

"NP" = net profits as at the Interim Account Date (including carried forward profits).

"P" = any freely distributable share premium and/or any capital (surplus) contributions as well as any other freely distributable reserves.

"L" = losses (including carried forward losses).

"LR" = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of laws of Luxembourg or of these articles of association.

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" shall mean the date no earlier than sixty (60) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Redeemable Shares.

7.5 The company shall inform each holder of the class(es) of Redeemable Shares to be redeemed of its intention to redeem such class(es) of Redeemable Shares by prior written notice.

7.6 The payment of the Cancellation Value Per Share shall be made in cash and/or in kind by the board of directors in accordance with Luxembourg laws."

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed was drawn up in Howald, Grand Duchy of Luxembourg, on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by first and surname, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille treize le vingt-deux août.

Par-devant Nous, Maître Francis Kessler notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Arunvill Capital Limited, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois des îles Caïmans, immatriculée au Registre des Sociétés des îles Caïmans sous le numéro WK-206902 et ayant son siège social à c/o Intertrust Corporate Services (Caïman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KY-9005, îles Caïmans,

dûment représentée par M^e Claire Puel, avocat à la Cour demeurant professionnellement à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée "ne varietur" par la personne comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise ensemble avec lui aux formalités d'enregistrement.

La société comparante est l'associé unique de la société Arulux First S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée (Grand-Duché de Luxembourg) enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.221, constituée en vertu d'un acte de Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg) le 22 février 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations le 13 avril 2012 sous le numéro 960 (ci-après dénommée la «Société»).

La société comparante comme décrit ci-dessous, a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. l'agenda de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

Ordre du jour

1. Création de 10 classes de parts sociales rachetables de A à J selon les termes et les conditions tels que prévus au nouvel article 7 des statuts de la Société, et ce en sus de la classe de parts sociales ordinaires déjà existante;

2. Conversion de quatorze mille deux cent cinquante (14.250) parts sociales existantes de la Société en parts sociales rachetables, étant entendu que les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales restantes restent des parts sociales ordinaires, les parts sociales rachetables étant réparties comme suit:

- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe A;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe B;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe C;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe D;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe E;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe F;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe G;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe H;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe I;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe J;

3. Modification de l'article 6 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 6. Capital Social.

6.1 Le capital social est fixé à vingt-six mille sept cent cinquante Euros (EUR 26.750,-) représenté par vingt-six mille sept cent cinquante (26.750) parts sociales, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, divisées en:

- (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires;
- (ii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe A;
- (iii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe B;
- (iv) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe C;
- (v) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe D;
- (vi) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe E;
- (vii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe F;
- (viii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe G;

(ix) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe H;

(x) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe I;

(xi) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe J;

(les parts sociales rachetables de classe A à J étant définies ensemble comme les «Parts Rachetables» et ensemble avec les parts sociales ordinaires les «Parts»).

6.2 Les Parts de chaque classe peuvent être émises avec ou sans prime d'émission. Les fonds reçus en tant que prime d'émission ou, s'il y a lieu, en tant que (surplus) d'apport au capital en ce qui concerne les Parts, sont alloués à un compte prime d'émission, ou s'il y a lieu à un compte spécial de réserve d'apport au capital, exceptés ceux alloués à la réserve légale (le cas échéant).

Chacune de ces réserves spéciales (prime d'émission et (surplus) d'apport au capital) peuvent être remboursées à tout moment aux associés de la société (y compris, sans limitations, en cas de rachat d'actions) conformément aux dispositions et sous les conditions établies par les décisions sociales appropriées. Afin de dissiper tout doute, la société considérera le crédit de ces deux réserves spéciales (prime d'émission et (surplus) d'apport au capital) fongibles et librement distribuables conformément aux présents statuts et ne les réservera pas, en tout ou partie, à tout détenteur de Parts qui aurait versé une prime d'émission ou aurait procédé à un (surplus) d'apport au capital.

6.3 Chaque Part donne droit à un (1) vote. Les Parts de chaque classe disposent des mêmes droits et obligations, à moins que cela ne soit autrement prévu par les présents statuts.

6.4 La société doit considérer la personne au nom de laquelle les Parts sont enregistrées dans le registre des associés comme unique propriétaire de ces Parts. Le transfert de Parts sera effectué par le biais d'une mention de transfert transcrite dans le registre des associés, date et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant une procuration appropriée leur permettant d'agir ainsi.

6.5 Les Parts sont librement cessibles entre associés. Le transfert des Parts entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectué que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

6.6 Les Parts sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque Part.».

4. Modification de l'article 7 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 7. Augmentation et Diminution du capital social - Rachat des Parts Rachetables.

7.1 Le capital social de la société peut être augmenté par une décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts, tel que prévu à l'article 16 ci-après.

7.2 Le capital social de la société peut être réduit par décision sociale appropriée par l'annulation de Parts, constituant une (1) ou plusieurs classes entières de Parts à travers le rachat et l'annulation de toutes les Parts Rachetables émises dans ces classes de Parts. En cas de rachat et d'annulation de Parts Rachetables, ces rachats et annulations devront être faits dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la classe de Parts J).

7.3 En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts (dans l'ordre prévu à l'alinéa précédent), cette classe de Parts donne droit à leur détenteur et au prorata de leur participation dans cette classe, à un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale de la société, jusqu'au Montant Disponible (défini ci-après et étant le montant maximum) dans la limite du montant d'annulation (le "Montant d'Annulation") et chaque détenteur de Parts de la catégorie rachetée et annulée recevront de la société un montant égal à la valeur d'annulation par Part Rachetable (la "Valeur d'Annulation par Part") pour chaque Part Rachetable de la classe de Part concernée, détenue par eux et annulée.

7.4 La Valeur d'Annulation par Part sera calculée en divisant le Montant Total des Annulations par le nombre de Parts Rachetables émises dans les classes de Parts Rachetables rachetées ou annulées.

Aux fins de ces présents statuts,

«Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la société étendu au(x) associés(s), qui auraient été en droit de bénéficier de la distribution de dividendes telle que prévu à l'article 19 de ces statuts, augmenté par toute réserve distribuable (prime d'émission et/ ou (surplus) d'apport au capital) ainsi que par toute autre réserves librement distribuables mais déductions faites de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à placer dans la ou les réserves conformément aux dispositions légales du Luxembourg ou des présents statuts, chaque fois tel qu'énoncé dans les Comptes Intérimaires ((comme défini ci-après) sans, afin de dissiper tout doute, tout double comptage) ainsi:

$$AA = (NP + P) - (L + LR)$$

Avec:

«AA» = Montant Disponible.

«NP» = bénéfices nets à la Date des Comptes Intérimaires (y compris les bénéfices reportés).

«P» = toute réserve distribuable (prime d'émission et /ou (surplus) d'apport au capital) ainsi que toute autre réserve librement distribuable.

«L» = pertes (y compris les pertes reportées).

«LR» = toutes les sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales du Luxembourg ou aux présents statuts.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intermédiaires de la société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.

«La Date des Comptes intérimaires» signifie au plus tôt soixante (60) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Rachetables concernée.

7.5 La société informera par écrit chaque détenteur de classe de Parts Rachetables devant être rachetées, de son intention de racheter telle(s) classe(s) de Parts Rachetables.

7.6 Le paiement de la Valeur d'Annulation par Part sera fait en espèces et/ou nature par le conseil de gérance conformément aux dispositions légales luxembourgeoises.».

5. Divers.

II. L'assemblée générale extraordinaire de la Société a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de créer 10 classes de parts sociales rachetables de A à J selon les termes et les conditions tels que prévus au nouvel article 7 des statuts de la Société, et ce en sus de la classe de parts sociales ordinaires déjà existante.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de convertir quatorze mille deux cent cinquante (14.250) parts sociales existantes de la Société en parts sociales rachetables, étant entendu que les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales restantes restent des parts sociales ordinaires.

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de répartir les parts sociales rachetables comme suit:

- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe A;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe B;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe C;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe D;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe E;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe F;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe G;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe H;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe I;
- mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe J;

Troisième résolution

Suite à cette création et cette conversion des 10 classes de parts sociales rachetables, l'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier en conséquence l'article 6 des statuts de la Société, tel que suit:

« Art. 6. Capital Social.

6.1 Le capital social est fixé à vingt-six mille sept cent cinquante Euros (EUR 26.750,-) représenté par vingt-six mille sept cent cinquante (26.750) parts sociales, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, divisées en:

- (i) douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires;
- (ii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe A;
- (iii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe B;
- (iv) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe C;
- (v) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe D;
- (vi) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe E;
- (vii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe F;
- (viii) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe G;
- (ix) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe H;
- (x) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe I;
- (xi) mille quatre cent vingt-cinq (1.425) parts sociales rachetables de classe J;

(les parts sociales rachetables de classe A à J étant définies ensemble comme les «Parts Rachetables» et ensemble avec les parts sociales ordinaires les «Parts»).

6.2 Les Parts de chaque classe peuvent être émises avec ou sans prime d'émission. Les fonds reçus en tant que prime d'émission ou, s'il y a lieu, en tant que (surplus) d'apport au capital en ce qui concerne les Parts, sont alloués à un compte prime d'émission, ou s'il y a lieu à un compte spécial de réserve d'apport au capital, exceptés ceux alloués à la réserve légale (le cas échéant).

Chacune de ces réserves spéciales (prime d'émission et (surplus) d'apport au capital) peuvent être remboursées à tout moment aux associés de la société (y compris, sans limitations, en cas de rachat d'actions) conformément aux dispositions et sous les conditions établies par les décisions sociales appropriées. Afin de dissiper tout doute, la société considérera le crédit de ces deux réserves spéciales (prime d'émission et (surplus) d'apport au capital) fongibles et librement distribuables conformément aux présents statuts et ne les réservera pas, en tout ou partie, à tout détenteur de Parts qui aurait versé une prime d'émission ou aurait procédé à un (surplus) d'apport au capital.

6.3 Chaque Part donne droit à un (1) vote. Les Parts de chaque classe disposent des mêmes droits et obligations, à moins que cela ne soit autrement prévu par les présents statuts.

6.4 La société doit considérer la personne au nom de laquelle les actions sont enregistrées dans le registre des associés comme unique propriétaire de ces Parts. Le transfert de Part sera effectué par le biais d'une mention de transfert transcrite dans le registre des associés, date et signée par le cédant et le cessionnaire ou par les personnes détenant une procuration appropriée leur permettant d'agir ainsi.

6.5 Les Parts sont librement cessibles entre associés. Le transfert des Parts entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectué que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

6.6 Les Parts sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque Part.».

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire de la Société a décidé de modifier en conséquence l'article 7 des statuts de la Société tel que suit:

« Art. 7. Augmentation et Diminution du capital social - Rachat des Parts Rachetables.

7.1 Le capital social de la société peut être augmenté par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts, tel que prévu à l'article 16 ci-après.

7.2 Le capital social de la société peut être réduit par décision sociale appropriée par l'annulation de Parts, constituant une (1) ou plusieurs classes entières de Parts à travers le rachat et l'annulation de toutes les Parts Rachetables émises dans ces classes de Parts. En cas de rachat et d'annulation de Parts Rachetables, ces rachats et annulations devront être faits dans l'ordre alphabétique inverse (en commençant par la classe d'actions J).

7.3 En cas de réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe de Parts (dans l'ordre prévu à l'alinéa précédent), cette classe de Parts donne droit à leur détenteur et au prorata de leur participation dans cette classe, à un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale de la société, jusqu'au Montant Disponible (défini ci-après et étant le montant maximum) dans la limite du montant d'annulation (le "Montant d'Annulation") et chaque détenteur de Parts de la catégorie rachetée et annulée recevront de la société un montant égal à la valeur d'annulation par Part Rachetable (la "Valeur d'Annulation par Part") pour chaque Part Rachetable de la classe de Part concernée, détenue par eux et annulée.

7.4 La Valeur d'Annulation par Part sera calculée en divisant le Montant Total des Annulations par le nombre de Parts Rachetables émises dans les classes de Parts Rachetables rachetées ou annulées.

Aux fins de ces présents statuts,

«Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la société étendu au(x) associé(s), qui auraient été en droit de bénéficier de la distribution de dividendes telle que prévu à l'article 19 de ces statuts, augmenté par toute réserve distribuable (prime d'émission et/ ou (surplus) d'apport au capital) ainsi que par toute autre réserves librement distribuables mais déductions faites de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à placer dans la ou les réserves conformément aux dispositions légales du Luxembourg ou des présents statuts, chaque fois tel qu'énoncé dans les Comptes Intérimaires ((comme défini ci-après) sans, afin de dissiper tout doute, tout double comptage) ainsi:

$$AA = (NP+P)-(L+LR)$$

Avec:

«AA» = Montant Disponible.

«NP» = bénéfices nets à la Date des Comptes Intérimaires (y compris les bénéfices reportés).

«P» = toute réserve distribuable (prime d'émission et /ou (surplus) d'apport au capital) ainsi que toute autre réserve librement distribuable.

«L» = pertes (y compris les pertes reportées).

«LR» = toutes les sommes devant être mises en réserve(s) conformément aux dispositions légales du Luxembourg ou aux présents statuts.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intermédiaires de la société à la Date des Comptes Intérimaires concernés.

«La Date des Comptes intérimaires» signifie au plus tôt soixante (60) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de Parts Rachetables concernée.

7.5 La société informera par écrit chaque détenteur de classe de Parts Rachetables devant être rachetées, de son intention de racheter telle(s) classe(s) de Parts Rachetables.

7.6 Le paiement de la Valeur d'Annulation par Part sera fait en espèces et/ou nature par le conseil de gérance conformément aux dispositions légales luxembourgeoises.».

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente que, sur requête de la partie comparante susnommée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Howald, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: Puel, Kesseler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 août 2013. Relation: EAC/2013/11113. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013134580/454.

(130163967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Lux e-shelter 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 268.866.207,10.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 162.738.

—
EXTRAIT

- Par résolutions prises le 16 septembre 2013, les associés de la Société ont décidé:

* de nommer M. Timothy Edwards, né le 31 décembre 1961 aux Bermudes et ayant son adresse professionnelle au 3, rue Rénert, L-2422 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 16 septembre 2013 et ce pour une durée indéterminée;

* d'accepter la démission de Mme Nicole Götz en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 16 septembre 2013.

En conséquence, le conseil de gérance est désormais constitué des personnes suivantes:

M. Rupprecht Rittweger, gérant de catégorie A;

M. Nicolas Massard, gérant de catégorie A;

M. C.J. Brucato, gérant de catégorie A;

M. Sebastian Brandis, gérant de catégorie A;

M. Stephen Thomas Haines, gérant de catégorie B; et

M. Timothy Edwards, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2013.

Référence de publication: 2013134902/24.

(130164053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Achte PMB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 125.354.

—
La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 16 mars 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 931 du 21 mai 2007.

Les comptes annuels de la Société au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Achte PMB S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2013135161/14.

(130164982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2013.